



DEPARTEMENT D'ARCHEOLOGIE ET DE MUSEOLOGIE



LE DEPARTEMENT D'ARCHEOLOGIE DU CICIBA

BILAN DE HUIT ANNEES D'ACTIVITES

1985-1992

Bernard CLIST

Janvier 1993.

CENTRE INTERNATIONAL DES CIVILISATIONS BANTU

B.P.770, Libreville, Gabon

SOMMAIRE.

I. Introduction.	p.2		
II. Présentation du Département.	p.2		
II.1. Historique.	p.2		
II.2. Objectifs.	p.4		
II.2.1. Introduction.	p.4		
II.2.2. Historique et justification du programme.	p.5		
II.2.3. Résultats attendus du programme.	p.7		
II.3. Recherche.	p.8		
II.3.1. Historique de la philosophie de la recherche au CICIBA.	p.8		
II.3.2. Notion de produits culturels.	p.9		
II.3.3. Pour une stratégie d'action.	p.10		
II.3.4. L'interdisciplinarité en archéologie.	p.11		
II.4. Documentation.	p.12		
II.5. Produits culturels.	p.13		
II.6. Formation.	p.14		
II.6.1. Présentation de la question.	p.14		
II.6.2. Projets de formation.	p.15		
III. Bilan des travaux du Département entre 1985 et 1992.	p.16		
III.1. Recherche.	p.16		
a) Terrain:	p.16		
1. Angola.	p.16		
2. Gabon.	p.18		
3. Guinée Equatoriale.	p.19		
b) Recherches de laboratoires:	p.20		
III.2. Documentation.	p.22		
1. Analyse documentaire.	p.22		
2. Circulation de l'information documentaire.	p.25		
3. Fichier spécialisé des datations absolues.	p.25		
4. Constitution d'un fonds documentaire.	p.25		
5. Constitution d'une diathèque.	p.26		
6. Fond archéologique.	p.26		
7. Conclusions.	p.26		
III.3. Formation.	p.26		
III.4. Production culturelle.	p.27		
III.4.1. <i>Nsi</i> .	p.27		
III.4.2 Série <i>Documents</i> .	p.31		
III.4.3. Productions scientifiques.	p.31		
		III.4.4. Association des archéologues du monde bantu.	p.32
		III.4.5. Exposition itinérante " <i>Aux origines de l'Afrique Centrale</i> ".	p.32
		III.4.6. Séminaire international des archéologues du monde bantu.	p.32
		III.5. Infrastructures.	p.33
		III.5.1. Locaux.	p.33
		III.5.2. Matériel.	p.34
		III.6. Humain.	p.34
		III.7. Financier.	p.35
		IV. Problèmes rencontrés.	p.43
		IV.1. Recherche.	p.43
		IV.2. Documentation, relation C.I.D.	p.44
		IV.3. Production.	p.45
		IV.4. Formation.	p.45
		IV.5. Infrastructures.	p.45
		IV.6. Humain.	p.45
		IV.7. Finances.	p.46
		IV.8. Administration.	p.47

I. Introduction.

Il a été jugé utile, après huit ans de vie du Département d'Archéologie du Centre International des Civilisations Bantu, d'en dresser un bilan et ce pour plusieurs raisons ¹:

- quantifier les résultats obtenus;
- permettre un réajustement des objectifs face à la conjoncture que traverse actuellement les Etats-Membres du CICIBA et donc le CICIBA lui-même;
- mettre à disposition de l'administration du CICIBA, mais aussi des bailleurs de fonds et des experts internationaux, un document permettant de mieux saisir globalement le Département d'Archéologie du Centre.

Pour cela il est proposé ici:

- de présenter le Département, ses objectifs, sa philosophie;
- de dresser le bilan 1985-1992: bilan scientifique (recherche, documentation, production), pédagogique (formation, vulgarisation), technique (locaux, matériel), humain (personnel) et financier;
- d'évoquer les différents problèmes qu'ont soulevés ces sept années d'activités;
- de proposer des solutions pour l'avenir;
- enfin, et pour alléger le texte de ce rapport d'étude, de fournir en annexe un certain nombre de documents essentiels (inventaire, rapports annuels, etc...).

II. Présentation du Département.

II.1. Historique.

La création de ce Département découle de l'article 4, alinéas 1, 4, 5 et 6 du titre I de la Convention du CICIBA.

La table-ronde sur l'archéologie tenue en Avril 1984 au CICIBA retenait quatre objectifs principaux pour le futur Département:

- 1°) coordination des recherches archéologiques dans le monde bantu;
- 2°) création et circulation de la documentation archéologique sur le monde bantu;
- 3°) contribution aux recherches archéologiques;
- 4°) développement des recherches nationales.

La table-ronde internationale PNUD/UNESCO/CICIBA de Décembre 1984 reprenait à son compte ces objectifs en insistant aussi sur la formation:

¹ Raymond Lanfranchi, archéologue en poste au Département de 1986 à 1990, a beaucoup aidé pour une version antérieure de ce rapport qui fut conçu au cours de son séjour au CICIBA.

"le CICIBA peut jouer un rôle décisif en menant une action en faveur de la formation de scientifiques et de techniciens spécialistes en archéologie africaine et dans les disciplines connexes (patronage de chantiers écoles dans la zone, création de "bourses CICIBA", stages de formation,...)".

Un calendrier de démarrage était proposé couvrant la période 1984-1987. La première phase (1984-Avril 1985) était une préparation au Colloque International sur les Migrations et l'Expansion Bantu. Trois grands projets étaient proposés:

- 1°) Sédentarisation, début de l'agriculture et de la métallurgie.
- 2°) Recherches sur les royaumes Kongo et Teke et leurs zones d'influence.
- 3°) Evolution des rapports entre l'Homme et le milieu en forêt.

Enfin, la mise sur pied de laboratoires était prévue à plus long terme. Ainsi en Janvier 1985 Bernard Clist, collaborateur scientifique du Musée Royal de l'Afrique Centrale et à l'Université Libre de Bruxelles en Belgique, arrivait à Libreville pour le démarrage du Département.

Durant le Colloque d'Avril de la même année, la commission d'archéologie (B.Clist, P.de Maret, M.P.Jézégou, R.Lanfranchi, A.Manima Moubouha, D.Phillipson, S.Wandibba) émet un certain nombre de recommandations qui reprennent en les précisant les objectifs du Département.

En 1986, le Département après une phase transitoire s'installe dans ses locaux provisoires au quartier ACAE de Libreville. En Octobre 1986, R.Lanfranchi jusqu'alors enseignant à l'Université M.Ngouabi de Brazzaville (Congo), vient renforcer le Département (aide technique française). En Décembre de la même année le Département produit un document de synthèse qui définit à court et moyen terme sa politique scientifique et où sont définies les grandes lignes d'action du Département: installation des laboratoires, recherche, documentation, réseau des archéologues, production, formation).

Ainsi, se trouve clairement exposée l'originalité du Département d'Archéologie. Ces laboratoires, à moyen et long terme, permettront d'effectuer un certain nombre d'analyses lourdes et coûteuses au sein de la zone, diminuant le caractère extraverti de l'archéologie sud-saharienne. Son appui aux équipes nationales - soit sous forme d'action de terrain, soit sous forme financière - dans le cadre de projets régionaux, devra permettre de stimuler et de faire connaître l'archéologie comme l'un des piliers indispensables à la connaissance du patrimoine culturel. Le Département aura aussi, en relation avec la Banque de Données du Centre, le rôle de concentrer la documentation scientifique et technique et de la redistribuer soit par les micro-stations CICIBA dans les Etats-Membres, soit par son bulletin de liaison *Nsi*. Ce dernier servira de lien entre les archéologues du monde bantu en attendant la création d'une association. Il devra être aussi le lieu d'élaboration et de vulgarisation des résultats de la recherche. Son rôle dans la formation devient alors important à plusieurs niveaux:

- lieu de séjour d'étudiants préparant mémoires et thèses;
- stages de perfectionnement des archéologues;
- stages de formation de techniciens.

II.2.Objectifs.

Préambule.

Déjà au moment où Wilhelm Bleek publiait vers 1850 la première mention de bantou, ces populations locutrices occupaient plus de 30% du vaste continent africain.

Dès l'origine des recherches sur leur identité culturelle, le berceau des populations de parler bantou était identifié aux confins du Nigéria et du Cameroun.

Par la suite, les travaux montrèrent l'importance des voies de migrations ou d'expansion des bantou par les voies naturelles que représentent les savanes de la côte Atlantique, les cours d'eau de la forêt équatoriale, l'interface forêt/savanne septentrional et les savanes d'Afrique orientale qui amenèrent ces populations à occuper très tôt l'ensemble des régions aujourd'hui habitées.

Ultérieurement, diverses structures à caractère étatique naissent dans l'aire bantou, tels que les dits "royaumes" Kongo, Luba, Teke,...

L'étude scientifique contemporaine du passé de ces peuples ne peut se faire sans l'archéologie, discipline essentielle avec la linguistique dans l'approche dynamique de reconnaissance culturelle désormais engagée.

L'état des recherches en archéologie, le découpage géo-politique et le milieu physique de l'Afrique sud-saharienne nous amènent tout naturellement à concevoir une série d'actions sur thèmes qui s'articulent à un niveau structurel plus large aux notions linguistiques de "bantou occidentaux" et de "bantou orientaux", notions qui, elles-mêmes articulées horizontalement au concept d'environnement naturel permet de déboucher alors sur une vision claire de l'origine, de l'expansion, du devenir et de l'apport traditionnel des peuples anciens du sous-continent africain aux populations contemporaines.

En Décembre 1989 un Séminaire International des archéologues d'Afrique Centrale tenu au siège du Centre International reprenait en quelque sorte cette notion. En effet, à cette époque, la plupart des archéologues actifs en Afrique Centrale se retrouvaient à Libreville. Deux grands programmes de recherches scientifiques étaient proposés: "*Etude de l'Homme et de son environnement naturel en Afrique Sud-saharienne*", et "*Revalorisation des sites et monuments en Afrique Sud-saharienne*".

Le programme scientifique s'est déroulé au cours des biennums 1986-1989 en une première tranche de programmation; il s'est poursuivi sur les biennums suivants en fonction de l'avancement des travaux engagés antérieurement.

II.2.1. Introduction.

Objectifs généraux et immédiats du programme.

Objectifs généraux:

- a) Compréhension des origines, du développement et de l'apport aux cultures bantou actuelles du peuplement ancien de l'aire concernée;
- b) Coordination internationale des travaux des laboratoires isolés de la zone dans une vision pluridisciplinaire;
- c) Resserrement des liens privilégiés entre laboratoires de la zone et hors zone;

d) Connaissance de la richesse culturelle des populations de la zone considérée, ainsi que de leur interaction avec leurs milieux, notamment dans le cadre des variations climatiques passées;

e) Formation sur le terrain d'archéologues et de divers spécialistes. Cet encadrement sur place d'étudiants, de chercheurs et/ou de techniciens sera une aide appréciable aux institutions existantes dans les Etats-Membres et partant une contribution inestimable au développement de ces pays;

f) Soutien aux projets nationaux qui participent au programme international. Celui-ci permettra aux chercheurs déjà en poste de développer leurs méthodologies propres;

g) Enfin, dès le début des projets de recherches, la diffusion sous toutes ses formes des connaissances acquises au cours des travaux sera planifiée. Ces produits culturels concerneront plus particulièrement les besoins de l'éducation et de l'enseignement.

Objectifs immédiats:

a) Développement du Département d'Archéologie du CICIBA qui comprendra à terme des laboratoires de paléo-botanique, de dessin, de paléo-zoologie, de restauration des métaux, de fonctionnologie, de malacologie et de datations absolues. Ces laboratoires, de haut niveau scientifique, pourront prester des services aux Etats-Membres;

b) Poursuite des recherches de terrain déjà entamées au Gabon, en Guinée Equatoriale, au Congo, au Zaïre et en Angola;

c) Contacts auprès des laboratoires existants dans la zone et hors zone dans le but de resserrer les collaborations entre chercheurs à l'aide de contacts individuels, de la circulation des documentations et d'un bulletin de liaison.

II.2.2. Historique et justification du programme.

1. Historique.

Dès 1983, l'Angola lançait l'idée d'un projet d'étude de l'ancien Royaume Kongo sous l'égide de Monsieur E.Abranches. Par la suite, le projet devait être étendu au Royaume Teke.

Lors de la réunion des experts d'Avril 1984 tenue à Libreville au siège du CICIBA à l'occasion du lancement du Département d'Archéologie du Centre International, le projet angolais était inscrit aux programmes à venir de l'institution sous l'appellation "*Projet international de recherches sur les royaumes Kongo et Teke et sur leurs zones d'influence*".

Les experts et consultants de la table-ronde PNUD/UNESCO/CICIBA organisée à Libreville en Décembre 1984 faisaient leurs recommandations des réunions antérieures. Il restait alors à mieux cerner la partie archéologique du projet.

En Janvier 1985 le Département d'Archéologie du CICIBA voyait le jour et accomplissait cette tâche, détaillée et présentée dans le volume "Programme d'activités 1986-1987 du CICIBA".

Par la suite, en 1986, l'étroitesse du projet était pressentie. En effet, les connexions des populations ciblées d'Angola, du Zaïre, de Sao Tomé et Principe, du Congo avec les zones périphériques au projet sont évidentes. De plus, dans les études en cours à cette époque menées par diverses équipes européennes, américaines et africaines, la problématique intègre la totalité de l'aire bantou.

La nouvelle orientation de la programmation amorcée depuis 1987 prend en compte cette aire et innove sur les idées maîtresses précédemment retenues en construisant des projets gigognes mieux adaptés à la réalité contemporaine. Ces projets concernaient en un premier temps (1985-1989) l'Afrique Centrale qui regroupe la presque totalité des Etats-Membres du Centre. Un calendrier évolutif permettait d'intégrer à partir de 1989 la région interlacustre dans sa totalité et l'ensemble de l'Afrique Bantu anglophone.

Depuis 1990, tout en conservant les acquis de la réflexion sur le programme scientifique en archéologie développés depuis 1984, une nouvelle dimension est venue s'ajouter très riche en promesses: l'intégration de la dimension "*conservation de l'environnement*", de plus en plus mise en avant sur le continent africain.

En intégrant l'aspect environnemental aux recherches archéologiques, déjà aspect fondamental des recherches sur les anciennes cultures de la région - connaître les anciens modes de vie des hommes a depuis vingt ans toujours impliqué le paléo-environnement - , le programme d'archéologie du Centre International débouche enfin pleinement sur le rapport Recherche/Développement. Ce rapport R/D correspond dans la région à bien connaître l'environnement naturel contemporain (flore, faune, sols...) ainsi que les traces culturelles fossilisées dans l'espace tant en surface (monuments) qu'enfouies dans le sol (sites archéologiques). Ainsi, l'indispensable développement d'un Etat ne se fait plus au dépend de son environnement et de son héritage culturel.

Cette adéquation Recherche/Développement n'a rien à voir avec l'idée de la dimension culturelle associée au développement.

En effet, seule est prise en compte pour être vraiment efficace - sans autre discours philosophique - la limitation de l'impact d'un développement anarchique sur un pays. Toute la discussion sur le type de développement en fonction de caractéristiques culturelles qui restent à jamais à définir est évacuée pour pouvoir au mieux suivre les projets de développement qui avancent sur le terrain pendant que l'on discute ailleurs de leur dimension culturelle.

Enfin, ces ressources non renouvelables d'un pays - les vestiges archéologiques - s'intègrent dans des **plans d'ajustement culturel**, complément indispensable aujourd'hui aux **plans d'ajustement structurel**.

2. Justification.

Les locuteurs bantou occupent plus de 30% de l'Afrique; dans cette vaste région plusieurs grands "royaumes" ont vu le jour, se sont développés et se sont évanouis à tout jamais.

Pour mettre en valeur les origines et les processus de mise en place de ces "royaumes", seule l'archéologie assistée de ses partenaires désormais classiques (géomorphologie, paléobotanique, paléo-zoologie, etc...) est à même de mener à terme les objectifs à vocation pluridisciplinaire fixés.

En ce qui concerne l'étude de l'évolution des systèmes socio-économiques mis en place aux époques immédiatement pré- et post-coloniale, l'histoire pourra contribuer de manière substantielle au programme.

Le fonds documentaire consacré, notamment, au "royaume" Kongo, encore en grande partie inédit et conservé dans des institutions européennes, rend unique les potentialités contenues dans ce programme international.

Les recherches archéologiques menées en collaboration avec les recherches historiques permettront un feedback exceptionnel entre ces deux disciplines jamais encore atteint en Afrique sud-saharienne.

Les résultats de cette oeuvre de longue haleine auront un impact direct et immédiat sur la vie des populations contemporaines descendantes des Bantu de naguère; de plus s'éclaireront d'un jour nouveau les relations privilégiées entre Bantu et Européens à partir du XVIème.siecle.

L'intérêt qui doit résulter des travaux auprès des populations doit permettre à des jeunes de se passionner pour la recherche anthropologique au sens large; ces jeunes prendront alors le relais de leurs aînés quelques années plus tard à la suite de la formation obtenue dans les premières phases du programme.

La perspective à long terme du programme initié par l'Angola et développé depuis huit ans par le Centre International des Civilisations Bantu permet d'entrevoir son incomparable intérêt: au travers du développement scientifique, il jouera un rôle prépondérant dans le développement culturel des pays de la zone et sera une pierre angulaire de l'édifice voué à la réappropriation culturelle endogène par et pour les états africains.

II.2.3. Résultats attendus du programme.

1. Identification des premiers stades de l'expansion des peuples de parler bantu.
2. Identification de l'origine de la métallurgie dans la zone et de son impact économique sur les populations.
3. Identification des processus de formation des sociétés complexes de la savanne et de la forêt tropicale.
4. Développement des contacts internationaux entre laboratoires de la zone et hors zone.
5. Créations de laboratoire de recherches archéologiques dans les Etats-Membres qui en sont actuellement dépourvus: Sao Tomé et Príncipe, Guinée Equatoriale, Centrafrique,...
6. Aide aux laboratoires d'archéologie préexistants dans les Etats-Membres.
7. Formation et constitution d'équipes à vocation pluridisciplinaire formées aux problématiques de la recherche archéologique contemporaine.
8. Aide aux Etats-Membres pour l'harmonisation et/ou la création de législations et/ou d'institutions appropriées en matière de conservation du patrimoine culturel.
9. Diffusion sous forme de livrets, cartes postales, diapositives, films, émissions de radio et télévision, articles de vulgarisation, manuels scolaires, etc. ..., des résultats des recherches entreprises.

II.3. Recherche.

II.3.1. Historique de la philosophie de la recherche au CICIBA.

Dès le début des réflexions qui aboutirent à la création du Centre International des Civilisations Bantu (CICIBA) l'archéologie était associée à d'autres disciplines pour former la liste des domaines prioritaires d'action.

Il faut attendre 1983 pour qu'enfin un "avant-projet de programme" et une convention portant création du CICIBA soient discutés puis matérialisés par écrit lors de la 2^{ème} Conférence des Ministres de la Culture de la zone du 4 au 8 Janvier 1983.

Cet "avant-projet de programme" rédigé par les experts réunis en commission lançait déjà les bases de toutes les réunions et réflexions ultérieures.

Plusieurs points concernent directement la Recherche au Centre (voir "*Considérations générales relatives à la mission et aux objectifs statutaires du CICIBA*"):

* point I.1.2.: *réunir les données permettant de définir et d'illustrer l'identité culturelle des peuples bantu d'hier et d'aujourd'hui.*

* point I.2.1.: *présenter et conserver les valeurs authentiques de la civilisation bantu, patrimoine culturel commun aux peuples de langues et cultures bantu du nord et du sud de l'Equateur, ainsi que ceux de la diaspora.*

* point I.5.: *...les programmes de recherches devront ..., autant que faire se peut, ... être interdisciplinaire.*

* point I.6.: *Cette interdisciplinarité implique la méthode comparée...*

Lors de leurs débats du 6 Janvier 1983, les experts éclaircissaient la notion d'interdisciplinarité:

"la notion d'interdisciplinarité est à comprendre davantage comme une prise en considération des disciplines connexes".

La convention portant création du Centre International des Civilisations Bantu dans son article 4 précisait encore ce que devait être le CICIBA:

"Foyer de recherche, de documentation, de diffusion, d'animation, de formation et de coordination..."

Donc, au total, dès 1983, le Centre a la vocation de recherche propre par un travail interdisciplinaire, qui n'est pas la pluridisciplinarité, et qui s'appuie sur le comparativisme pour dégager des images synthétiques des cultures bantu passées et actuelles.

En 1984, une table-ronde d'archéologie se réunit à Libreville. Elle a pour mission de définir un programme d'activité du futur Département d'Archéologie du CICIBA, de préciser le besoin en personnel et en équipement pour le bon fonctionnement de ce service et enfin de présenter un calendrier évolutif de mise en place des structures adéquates.

Sur base des discussions antérieures les objectifs sont clairement posés à cette table-ronde. Celle-ci les atteint: quatre documents de travail sont rédigés et entérinés par le Président du Conseil d'Administration le 25 Mai 1984.

Les objectifs et moyens dégagés sont repris en annexe du présent document.

Brièvement il s'agit de:

- 1.- La coordination des recherches archéologiques dans le monde bantou.
- 2.- La création et la circulation de la documentation archéologique sur le monde bantou.
- 3.- La contribution aux recherches archéologiques de terrain.
- 4.- Le développement des recherches nationales.

Pour ce faire, il est proposé, et accepté, l'engagement de deux archéologues ainsi que l'achat d'un véhicule 4x4 de terrain et d'un matériel de fouille. Il s'agit là de concrétiser l'objectif n°3, de contribuer aux programmes de recherches du CICIBA par un travail propre, par la réalisation d'un sous-projet autonome.

Le programme d'activités proposé est repris à son compte par la table-ronde PNUD/UNESCO/CICIBA de Décembre 1984 aux pages 81-82 du rapport. L'accord des experts de cette table-ronde est ainsi obtenu.

En Janvier 1985 l'ouverture du Département d'Archéologie permet d'affiner le programme d'activités de 1985/1987. Celui-ci est résumé dans le "*programme d'activités 1986/1987*". Les travaux de terrain forment une partie conséquente des activités.

En Avril 1985 la commission Archéologie du Colloque International du CICIBA sur les Migrations, l'Expansion et l'Identité Culturelle Bantou met l'accent dans ses résolutions sur les travaux de terrain et sur les produits culturels sous forme d'ouvrages pour l'essentiel.

Enfin, en Octobre 1986, le Département d'Archéologie du CICIBA développe son "*Programme d'activités 1986/1987*" présenté antérieurement, et construit un "*Programme d'activités 1986/1989*" qui est alors largement diffusé.

II.3.2. Notion de produits culturels.

La recherche scientifique a de tous temps eu pour objectif ultime la diffusion auprès des populations concernées du savoir acquis.

Pour ce faire les moyens ne manquent pas. La notion novatrice de produits culturels permet de mieux appréhender en aval de la recherche la diffusion de ce savoir. Celui-ci est programmé, planifié, muni d'un calendrier d'exécution.

Le Département d'Archéologie du CICIBA a listé les priorités de ces produits selon un schéma de développement évolutif des programmes de recherche en Afrique bantou (1986-1989):

- bulletin de liaison en archéologie.
- fichier bibliographique informatisé.
- fichier des datations absolues informatisé.
- association des archéologues du monde bantou.
- ouvrage à impact pédagogique.
- ouvrages de haut niveau scientifique.
- expositions.

La liste n'est bien sûr pas exhaustive et évoluera en fonction des activités de terrain qui collectent le contenu du produit culturel. Le produit dépend donc d'une **STRATEGIE D'ACTION**.

II.3.3. Pour une stratégie d'action.

L'ensemble des réflexions des experts archéologues est fondé sur l'état des recherches en Afrique Centrale, zone qui incorpore sept des dix Etats-Membres du CICIBA.

Cet état des recherches, longtemps suggéré, a été publié par P.de Maret avec l'aide de B.Clist, auteur du présent rapport, dans la revue *Muntu* éditée par le CICIBA (n° 1, 1984, L'archéologie en zone bantou jusqu'en 1984, pp.37-60).

Quelques temps plus tard, en 1990, une seconde étude plus fouillée et tournée vers la quantification de la recherche archéologique dans les mêmes Etats constatait les mêmes lacunes et en soulignait d'autres (*Nsi*, n°6, Clist (B.) et Lanfranchi (R.), Etat des structures de recherches archéologiques dans les Etats-Membres du CICIBA, pp.139-150).

Il en ressort qu'avant tout nous avons besoin d'équipes de terrain et non de fonctionnaires bureaucrates: nos connaissances sont trop partielles et éparpillées pour que des synthèses solides soient proposées, "*il faut fouiller plus et mieux*" (de Maret, 1984, p.55), affirmation déjà formulée quoique sous une autre forme par J.Vansina "*new beginnings on limited portions of the bantu question are required rather than new paradigms*" (Vansina, 1980, in *History in Africa*, 7, p.313).

Si on synthétise les lacunes les plus criantes, elles peuvent se réduire à trois rubriques:

- 1°) Manque de moyens humains.
- 2°) Manque de moyens financiers.
- 3°) Manque de moyens institutionnels adéquats.

Le manque de moyens humains est flagrant. Seuls des pays comme l'Angola, le Congo, le Gabon et le Zaïre ont en Afrique Centrale des équipes formées avec des projets valables. Dans chacun de ces pays il s'agit d'un ou de deux archéologues qui sont disponibles sur place. Si on y rajoute les archéologues venant d'Europe ou des Etats-Unis en mission, l'ensemble des archéologues actifs sur le terrain pour toute l'Afrique Centrale ne dépasse pas quinze personnes!

Le manque de moyens financiers est criant. Même si l'archéologie nationale dans la zone ne coûte pas cher, corrélativement à d'autres disciplines des Sciences Humaines bien sûr, il est nécessaire d'obtenir un budget annuel d'activités de quelques 15.000.000 francs CFA par équipe. Le quart de cette somme se trouve au mieux réuni de manière générale.

Enfin, le manque de cadres institutionnels adéquats abritant les équipes pénalise la recherche nationale. Souvent c'est le bricolage qui règne: celui-ci ne peut concurrencer le travail réalisé dans des Instituts de recherche du Nord, d'autant plus que - et là toutes les analyses de la recherche dans les pays du Sud le mettent en avant - la structure administrative mise en place en appui des chercheurs est complètement inadaptée aux travaux. Les contrôles a priori des actions minent la dynamique de la recherche.

Au total, il va donc de soi qu'il est absurde de ne vouloir que coordonner la recherche dans une région où les exécutants sont peu nombreux. Il nous faut commencer par former la base de la pyramide structurelle et non le sommet.

Le grand avantage du CICIBA est de drainer des fonds pour des raisons politiques et de pouvoir les redistribuer pour des raisons scientifiques; parmi les trop rares équipes opérationnelles à l'échelon local, trop souvent les crédits de mission leur manquent!

Le Département d'Archéologie est donc conçu comme l'un des Centres de Recherche de la zone et hors zone sur le domaine bantu, centres dont les activités sont coordonnées par ce même Département et dont les projets scientifiques sont complémentaires à ceux des Etats-Membres. Cette coordination doit être la plus souple possible pour éviter des ruptures dans nos liens privilégiés entre collègues.

Ceci nous amène tout naturellement à dissocier un stade de recherches fondamentales d'un stade de recherches appliquées.

Etant donné les lacunes de nos connaissances, il est nécessaire de concentrer nos efforts sur la recherche de terrain avant de passer à un stade "projets de développement" qui n'est que le stade suivant.

En effet, faire du premier stade (recherches) un outil du second (application) dès le départ, supprime le caractère scientifique de la recherche fondamentale. Celle-ci manipule à volonté la dialectique hypothèses/vérifications et avance donc par tâtonnements successifs.

Si les projets de recherches sont directement inféodés au développement, de nombreuses voies de recherches seront ainsi masquées. De plus, le mélange de deux stratégies somme toute antagonistes peut amener l'éparpillement des efforts.

II.3.4. L'interdisciplinarité en archéologie.

Depuis un peu plus de vingt ans le terme archéologie regroupe de facto plusieurs disciplines.

Avec l'avènement des années soixante-dix, ce regroupement est devenu monnaie courante. L'interdisciplinarité inhérente à notre domaine incorpore notamment les volets suivants:

- archéologie au sens classique du terme.
- géomorphologie.
- paléobotanique.
- paléozoologie, etc... .

L'ensemble des scientifiques travaillent de concert sur une problématique archéologique: l'ensemble des travaux est synthétisé par l'archéologue qui orchestre la démarche devant déboucher sur le fait humain.

Il est dangereux de vouloir associer de force certaines disciplines. La méthodologie de l'archéologie est liée aux phénomènes étudiés.

Dans ce cas on travaille sur les résidus matériels conservés des cultures passées.

L'agencement, les relations reconstituées par l'archéologue entre ses résidus, leurs échanges avec leur environnement naturel amènent à dégager des inférences sociales qui, elles-mêmes, aboutissent à une trame historique.

Pour l'instant les autres disciplines actives au CICIBA étudient les sociétés actuelles où l'oralité est prépondérante. L'Ethnomusicologie, la Médecine Traditionnelle, la

Linguistique dépendent de contacts à caractère anthropologique avec des populations vivantes. Ce n'est pas le cas de l'archéologie pour des raisons évidentes...

Au total, des disciplines présentes au CICIBA, seule l'archéologie est interdisciplinaire; de plus, elle a peu besoin de contacts horizontaux avec les autres départements de la recherche.

II.4. Documentation.

En relation avec la Banque de Données du C.I.D. du CICIBA, le Département d'Archéologie devait constituer un fonds de documentation sur l'archéologie du monde bantu. Cette documentation a plusieurs orientations:

- constituer un fichier bibliographique sur l'archéologie des Etats-Membres mais aussi de toute l'Afrique bantu.
- constituer un fichier bibliographique sur le paléoenvironnement et le Quaternaire de l'aire bantu.
- constituer des fichiers bibliographiques spécialisés: méthodes de datation, anthropologie physique, fonctionnologie, archéozoologie, etc...
- faire connaître par le moyen du bulletin de liaison *Nsi*, au fur et à mesure de leur parution, les écrits scientifiques concernant l'aire bantu.
- rassembler la totalité des datations absolues de l'aire.
- constituer un fonds documentaire physiquement présent au Département.
- constituer une diathèque sur les sites archéologiques de l'aire bantu.
- constituer un dépôt pour les objets archéologiques provenant des fouilles du Département et/ou de prêts et de dons d'autres fouilles.

Moyens:

- La partie documentation scientifique est réalisée en relation avec la Banque de Données. Par le biais du dépouillement des abonnements aux revues archéologiques reçues au CICIBA ainsi que par l'analyse des "*Current Contents*" américains reçus hebdomadairement, la quasi-totalité de la production scientifique pertinente est repérée, commandée, traitée puis archivée. Le traitement est fait normalement par les documentalistes du C.I.D. en collaboration avec le Département d'Archéologie, alors que les analyses des revues, donc le repérage des documents et leurs commandes est à charge des archéologues seuls.
- Toute la production scientifique récente est annoncée semestriellement dans le bulletin *Nsi*, cette production devant être disponible par la suite à la Banque de Données du Centre.
- Par l'analyse de la production scientifique ancienne et récente est constitué le fichier de toutes les datations absolues. Chaque datation fait l'objet d'une fiche de saisie type qui est informatisée et gérée par un logiciel ad hoc (dBaseIII+).
- A partir de la photocopie des documents primaires, un fonds documentaire doit être réalisé et être disponible au Département d'Archéologie.

- Les produits des fouilles du Département constituent un fonds muséal mis à la disposition des chercheurs venant travailler sur place. Ce fond pourra être agrandi par des dons ou des prêts provenant d'autres pays.

Ainsi le Département pourra mettre sur place à la disposition des étudiants, des chercheurs, des fichiers bibliographiques exhaustifs, des données déjà traitées par ordinateur, un fond d'objets et un fond iconographique. La réalisation de cet ensemble doit faire du Département un lieu unique en Afrique mais aussi dans le monde mettant à la disposition des scientifiques une documentation concentrée et non plus dispersée.

II.5. Produits Culturels.

Il existe une nette continuité dans la philosophie qui guide le Département d'Archéologie depuis 1984. Ceci est dû à une situation structurelle qui n'a guère évolué en 8 ans.

Dans le domaine de la coordination des recherches archéologiques sur le monde bantou et dans celui de la création et de la circulation de la documentation archéologique sur le monde bantou toute une série de produits culturels ont été ciblés depuis 8 ans et certains, dans la mesure des moyens mis à la disposition du Département (cfr 27-33), ont été menés à bien.

L'idée maîtresse du Département est de concevoir dès les origines d'un projet de recherches ses produits culturels qui s'adresseront d'une manière classique aux scientifiques et aussi au grand public. Une continuité et un fil directeur se créent.

Ont été prévus de manière soit à combler un vide soit à compléter une production antérieure:

- création de fichiers informatisés, bases de données référentielles, en principe interrogeables en ligne (minitel au Gabon?) consacrés à l'inventaire des compétences, aux bibliographies.
- création de fichiers informatisés, bases de données factuelles, consacrés à des sujets plus spécialisés (dates radiocarbone, céramologie, métallurgies,...).
- création d'un bulletin de liaison pour les archéologues: *Nsi*.
- mise sur pied d'un réseau d'échanges documentaire en archéologie.
- création d'un volet "*archéologie*" à la Banque de Données multimédia du CICIBA.
- création de produits archéologiques grand public ou pour un public élargi: films, vidéos, cartes postales, ouvrages de vulgarisation, plaquettes pour l'enseignement primaire et secondaire, expositions itinérantes ou non, calendriers, diapositives, autocollants...
- création d'une revue d'archéologie de haut niveau international privilégiant les publications en langue française.

En résumé on peut affirmer que cette production culturelle aux publics bien ciblés se complète horizontalement sur trois niveaux:

- scientifiques extérieurs à la zone.
- scientifiques de la zone.
- grand public.

La raison d'être de cette distinction chercheurs hors zone et de la zone, se trouve dans le sous-développement de la recherche en Afrique sub-saharienne dont de nombreuses études se sont fait maintenant l'écho.

La création de réseaux d'informations, de documentations, de spécialistes, de publications doit avant tout aider les chercheurs africains ou expatriés résidant en Afrique à pallier aux déficiences des politiques de recherche de leur pays de résidence.

II.6. Formation.

II.6.1. Présentation de la question.

Dans le "*Programmes d'Activités 1986/87 et 1988/89*" élaboré par le Département d'Archéologie du CICIBA, il avait été prévu dans le Chapitre VI (p.52) que le plan de formation devait démarrer la dernière année du biennium 1986/87 et se poursuivre au moins sur les deux biennums suivants.

Cette formation est un besoin vital pour l'Archéologie en Afrique sub-saharienne et dans les Etats-Membres du CICIBA en particulier. Le bilan actuel révèle en effet une carence indiscutable dans ce domaine:

Etats-Membres CICIBA:	Archéologues nationaux (=bac+4 minimum):	Archéologues résidants (bac+4 minimum):
Angola	0	0
Centrafrique	4	2
Comores	2	0
Congo	2	0
Gabon	2	2
Guinée-Equatoriale:	0	0
Rwanda:	0	0
Sao Tomé et Príncipe:	0	0
Zambie:	3	0
Zaïre:	2	0
Total:	15	4

Les départements d'archéologie sont aussi en nombre trop restreint, pour la plupart sous-ou pas équipés, coupés du monde extérieur, sans abonnements aux grandes revues (cfr.enquête dans Clist et Lanfranchi, 1989, *Nsi*, n°6, pp.139-150). Un certain nombre de jeunes nationaux sont en formation dans divers organismes étrangers, coupés de la réalité africaine. A leur retour ils se retrouveront dans des structures balbutiantes ou inexistantes ce qui freinera leur potentialité.

Devant ce constat, certaines mesures s'imposent étant bien entendu que le CICIBA ne veut pas se substituer à la formation en thèse et/ou maîtrise soit dans des organismes nationaux soit par le biais d'accords bilatéraux avec des universités du Nord et/ou des organismes internationaux.

Cependant le Département d'Archéologie du CICIBA peut organiser **des stages de formation et assurer au moins partiellement l'encadrement.**

2.6.2. Projets de formation.

A.. Stage de formation en archéologie au CICIBA et dans les Etats-Membres.

But: formation de jeunes chercheurs nationaux et techniciens des Etats-Membres aux techniques de laboratoire, de terrain, de documentation et d'informatique auprès des services compétents du CICIBA.

Personnes concernées: tout chercheur et/ou techniciens des Etats-Membres.

Organisation scientifique du stage:

Durée: quatre (4) semaines.

Lieu: une fois sur deux au Département d'Archéologie du CICIBA, une fois sur deux dans un laboratoire opérationnel d'un Etat-Membre.

Personnel scientifique d'encadrement: chercheurs du Département d'Archéologie du CICIBA, personnel du Centre de Documentation de la Banque de Données, personnel scientifique d'une institution d'un Etat-Membre.

Organisation et financement:

- le cadre et le matériel scientifique.
- 2 à 3 personnels scientifiques à la disposition des stagiaires pendant 4 semaines.
- les billets d'avion aller/retour des stagiaires.
- le logement des stagiaires ainsi qu'une fois sur deux dans un Etat-Membre le logement du personnel technique du CICIBA.
- l'indemnité journalière des stagiaires et du personnel d'encadrement pendant les 4 semaines.

B. Bourses de participation à des programmes particuliers.

1. En principe tous les deux ans, il est organisé à Bruxelles avec le concours de la Commission des Communautés Européennes un *Certificat International en Archéologie Africaine*.

Le premier s'est tenu en 1985, le second en 1987, le troisième en 1990, le quatrième en 1993.

Dans cette optique le CICIBA pourrait servir de relais entre les Etats Membres, le PNUD, l'UNESCO, la CCE et l'Université Libre de Bruxelles - secrétariat de ce Certificat - pour l'obtention d'un certain nombre de bourses de voyage et de séjour attribuables à de jeunes archéologues nationaux. ceci leur permettra de participer à ce Certificat dont la durée est de deux (2) semaines.

Dans un premier temps un maximum de cinq (5) bourses doit correspondre à la réalité des Etats-Membres.

Aussi, complémentaire au premier point, il doit être immédiatement envisagé des bourses pour permettre à des formateurs venus des pays africains de participer à ce Certificat.

2. Pour mémoire il convient de retenir la possibilité d'autres programmes particuliers qui seront traités au coup par coup.

III. Bilan des travaux du Département entre 1985 et 1992.

III.1. Recherche.

La recherche en archéologie se scinde en trois étapes complémentaires: définition des hypothèses en laboratoire, travail de terrain suivant les hypothèses, travail de laboratoire pour analyser le terrain et vérifier les hypothèses.

Dans la situation actuelle de l'Afrique Centrale une recherche de terrain doit primer. Sans elle, le travail de laboratoire est impossible, ce qui n'est pas le cas par exemple en Europe où plus d'un siècle de recherches permet éventuellement à certains de ne pas faire de terrain.

a) Recherches de terrain.

Dans le tableau ci-dessous nous voyons année par année les missions de terrain du Département d'Archéologie programmées et celles qui ont pu être effectivement menées à bien.

La programmation a été faite sur base du budget alloué au Département et agréé par le Conseil d'Administration du CICIBA.

Année:	Missions programmées:	Missions réalisées:	Pourcentage réalisées:
1985	8	3	37,5
1986	5	0	0,0
1987	6	2	33,3
1988	8	1	12,5
1989	8	0	0,0
1990	3	0	0,0
1991	3	0	0,0
1992	3	1	33,3
Total:	44	7	15,9

On observe d'emblée la dichotomie qui existe entre actions programmées et actions réalisées (cfr.aussi finances pp.35-43).

Dans le cadre des projets de recherches sur l'occupation par l'homme du littoral du Golfe de Guinée et sur son installation en forêt équatoriale, des missions de terrain ont été effectuées de 1985 à 1991 en Angola, au Gabon et en Guinée-Equatoriale.

1. ANGOLA.

1.1. Le Département a effectué une mission en Angola en **Octobre 1987**. Des volets terrain, formation et conseil ont été développés à cette occasion.

1.1.1.Travail de terrain.

Outre des prospections autour de Luanda (Benfica, Kitala, Palmeirinhas) le travail a surtout été axé sur les sites de Cachama (Age du Fer) et de Dungo III (Acheuléen) près de Benguela où le Département a apporté un appui à la jeune équipe du Musée National d'Archéologie de Benguela. Le Département a pris à sa charge des datations radiocarbone et des analyses archéologiques.

1.1.2. Formation.

Un programme de formation a été mis sur pied pour l'équipe du Musée National d'Archéologie de Benguela dont certains membres sont venus suivre à Libreville un stage de laboratoire (financement PNUD).

1.1.3. Conseil.

Suite à une demande de l'Angola et à l'analyse de ses besoins, la mission a apporté ses conseils techniques pour le projet national de restructuration du Musée National d'Archéologie de Benguela. Il deviendra de cette manière le premier centre archéologique opérationnel en Angola.

1.2. Une seconde mission de terrain a été réalisée en Angola en **Mars 1988**. A l'instar de la première mission, des volets terrain, de formation et conseil ont encore été développés.

1.2.1. Terrain.

Le travail de terrain a surtout été constitué de prospections et de prises d'échantillons pour diverses analyses (datations, analyses de sol, ...) sur les gisements déjà reconnus de Dungo 3 et de Mormolo au sud de Benguela. En outre, une prospection au-dessus de Baia Azul a permis de reconnaître d'anciennes lignes de rivage surélevées.

1.2.2. Formation.

Toujours au Musée National de Benguela, plusieurs cours ont été donnés par B.Clist, R.Lanfranchi et M.Ramos, quaternariste portugais en mission en Angola à la même période et relatifs à la céramologie, à l'étude du lithique et à divers problèmes d'environnement.

En outre, les trois missionnaires ont, avec la collaboration des jeunes fonctionnaires du Musée, entièrement réorganisés la petite bibliothèque de l'institution. Cette réorganisation a donné lieu à un véritable cours de documentation et de bibliothéconomie.

1.2.3. Conseil.

Faisant suite à la mission de 1987, des discussions plus approfondies ont eu lieu pour la concrétisation du projet de réorganisation du Musée National d'Archéologie.

Plus particulièrement, des questions concernant la restauration des locaux du Musée et la recherche de fonds auprès de bailleurs de fonds internationaux ont été abordés.

1.3. Une troisième mission a été réalisée en Angola en **Juillet 1992**.

1.3.1. Travail de terrain:

Cette mission s'est contenté de revoir les sites de Cachama et de Dungo au environs de Benguela.

1.3.2. Formation:

Un cours sur les techniques et moyens d'inventaire a été donné aux membres du Musée National d'Archéologie de Benguela.

La fiche d'inventaire du Musée a été revue. Une nouvelle version, plus souple, a été proposée.

1.3.3. Conseil:

Deux Musées Nationaux ont été visités: le Musée National d'Anthropologie (Luanda) et le Musée National d'Archéologie (Benguela).

Le projet de restructuration du Musée d'archéologie a été revu et agréé par l'actuelle Direction.

De nombreux autres points ont été abordés (voir le rapport de mission).

2. Gabon.

Le travail du Département a été permanent au Gabon depuis l'ouverture en Janvier 1985 du service.

2.1. Terrain.

Le travail de terrain s'est limité pour l'essentiel à la moitié Nord du pays, à savoir les Provinces de l'Estuaire, du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo et du Moyen-Ogooué. En 1991 une mission d'une semaine s'est réalisée dans la Ngounié.

Dans le Woleu-Ntem mes fouilles de 1985 ont permis de situer la très grande ancienneté de l'occupation de la forêt équatoriale par des groupes de sédentaires déjà fondeurs du fer vers 300 avant notre ère. Une étude intégrée, pluridisciplinaire a été engagée avec l'aide d'un étudiant gabonais sur la métallurgie du fer traditionnelle dans cette région.

Sur l'Estuaire, des résultats fondamentaux pour la bonne compréhension des premières migrations bantu au long de la côte Atlantique ont été obtenus: ces premières populations seraient installées là dès 3.000 avant notre ère.

Des données d'intérêt majeur ont été extraites pour les débuts de la métallurgie du fer dans la région.

Enfin, à la suite d'une campagne de prospections et de sondages en 1985/1986, un programme de fouilles extensives a démarré en 1987/1988 sur des sites sélectionnés. Déjà, avec ses 144 mètres carrés fouillés, le site Néolithique récent d'Okala au nord de Libreville est la plus grande fouille jamais réalisée au Gabon.

En 1991 le site Age du Fer Ancien d'Oveng sur la berge ouest de la baie de la Mondah a été fouillé sur 80 mètres carrés; avec les fouilles antérieures on totalise là 99 mètres carrés étudiés.

Le travail sur l'Ogooué dans les provinces de l'Ogooué-Ivindo et du Moyen-Ogooué s'est déroulé en appui à l'équipe du projet "Paléogab" de l'Ecole Normale Supérieure.

Les deux axes de recherches développés ont été les débuts de la fonte du fer et l'apparition des premières industries de pierres taillées au Gabon.

Le premier a permis de vérifier la grande ancienneté de la métallurgie du fer déjà mise en évidence au Woleu-Ntem et dans le Haut-Ogooué, ici daté de vers 400 avant notre ère. Le second a permis l'identification de séries de pierres taillées aux caractéristiques semblables dans des nappes de cailloux. Ces outils ont au moins 40.000 ans d'ancienneté.

En 1991, un transect de 22 kilomètres a été étudié dans l'ouest de la province de la Ngounié. Là, en pleine forêt, de très importants vestiges des Ages de la Pierre, du Néolithique et de l'Age du Fer ont été récoltés en surface et au cours de fouilles.

Les missions qui ont permis l'obtention de cette séquence culturelle au Gabon se sont étalées de 1985 à 1987 inclus. Par la suite, le travail entamé sur des fonds du CICIBA en 1985, et poursuivi en 1986 et 1987 sur mes fonds propres, s'est poursuivi en 1988 et 1989

de la même manière: fouilles des sites de Nzogobeyok, Rivière Denis, Okala en 1988, fouilles des sites d'Oveng et d'Okala en 1989, des sites de la Ngounié et d'Oveng en 1991.

On insistera pour conclure cette partie qu'à l'exception d'une mission en Février 1985 et d'une seconde en Novembre 1985, le CICIBA n'a pas financé d'autres travaux de terrain au Gabon de 1986 à 1991 inclus.

La plus grande partie des résultats ont été obtenus grâce à des apports personnels ou crédits de recherche personnels des archéologues du CICIBA et à des fouilles réalisées en dehors des heures de service (p.ex. les week-ends et congés). Ainsi, près de 30% de toutes les recherches archéologiques faites au Gabon par la totalité des équipes actives sont le fruit d'efforts personnels des membres du Département.

Les facilités d'accès au territoire gabonais à partir de Libreville explique pour l'essentiel l'importance des travaux réalisés dans cet Etat-Membre.

Les volets de formation d'étudiants et d'élèves en amont et en aval et de production culturelle en aval des travaux de terrain ont beaucoup fait pour la reconnaissance du patrimoine culturel du Gabon.

2.2. Recherches de terrain auxquelles le Département d'Archéologie du CICIBA a été associé:

Plusieurs missions de terrain ont été réalisées pour venir en aide en 1985 et 1986 au projet "Paléogab" de l'Ecole Normale Supérieure du Gabon.

Cette équipe a été encadrée sur le terrain par mes soins au cours des premières fouilles sur le moyen cours de l'Ogooué.

Des sites Age de la Pierre Récent, Age du Fer Ancien et Age du Fer Récent ont été étudiés. Plusieurs dates radiocarbone ont été effectuées à la suite de ces travaux de terrain (cfr.infra).

Une mission de l'UNESCO dirigée par R.de Bayle des Hermens en soutien au Centre de Makokou (IRET) a été soutenue par le Département d'Archéologie du CICIBA. Le véhicule 4x4 du Département a été prêté pour cette mission et l'un des membres du service a participé à l'ensemble des travaux.

Cette mission réalisée en 1986 a apporté des éléments importants à la connaissance du Gabon ancien.

3. Guinée-Equatoriale.

Deux missions se sont déroulées en **Décembre 1985** dans la Province du Littoral et en **Avril 1987** dans la Province de Bioko.

En 1985 nous avons bénéficié d'un financement conjoint ACCT/CICIBA alors qu'en 1987 il s'agissait d'un financement conjoint Université Libre de Bruxelles en Belgique / CICIBA.

La mission dans la Province du Littoral a permis de dresser un premier bilan archéologique des potentialités de cette région après 20 années d'interruption du travail scientifique.

Pour la première fois plusieurs fouilles ont été réalisées près de Bata, de Mbini et de Kogo. De même les datations radiocarbone obtenues à l'issue des recherches ont été les premières pour cette partie de la Guinée-Equatoriale. Tout comme au Gabon, des amas coquilliers ont été identifiés et une fouille sur l'un d'eux a vérifié ici encore la bonne

conservation des vestiges osseux.

Sur l'île de Bioko, en 1987 la mission conjointe ULB/CICIBA s'est consacrée à des sondages sur des sites archéologiques du nord de l'île autour de Malabo, la capitale du pays.

Nous avons pu vérifier l'exactitude de la séquence culturelle établie par les espagnols il y a 20 ans. De nouvelles dates radiocarbone ont été réalisées et le matériel recueilli fera l'objet d'une publication scientifique d'envergure en 1993.

Au total, les missions de Guinée-Equatoriale ne font qu'ouvrir le chemin à un renouveau de la recherche scientifique dans ce pays après 20 ans d'interruption.

b) Recherches de laboratoires.

Les analyses de laboratoire faites au Département d'Archéologie du CICIBA sont difficilement quantifiables.

On peut cependant dire que d'une part un temps de travail de terrain de deux (2) mois donne lieu à quelques dix (10) mois de travail en laboratoire pour exploiter les informations collectées, et que d'autre part la production scientifique des deux archéologues qui ont travaillé au CICIBA depuis 1985 directement issue des travaux de terrain 1985/1991, tant ceux financés par le CICIBA que les autres, se répartit de la manière suivante:

Année:	Articles scientifiques:	Ouvrages scientifiques:
1985	0	0
1986	3	0
1987	14	0
1988	12	0
1989	12	0
1990	14	1
1991	23	1
1992	6	0
Total:	84	2

soit 10,5 articles par an ou 5,25 articles/an/par archéologue. Les deux ouvrages, l'un édité par l'ORSTOM (*Paysages quaternaires de l'Afrique centrale Atlantique*), l'autre par les Centres culturels français d'Afrique centrale et le CICIBA (*Aux origines de l'Afrique Centrale*) font respectivement 535 pages et 270 pages.

Les travaux de laboratoires sous-traités correspondent essentiellement à des datations radiocarbone réalisées en République Fédérale d'Allemagne, en Belgique (1), en France et aux Etats-Unis.

1: On doit encore une fois souligné ici que la facture du Laboratoire de Louvain en Belgique n'a jamais été payée par le CICIBA alors que le service est effectué depuis 1985!

La répartition des résultats par année et par Etat-Membre donne le résultat suivant:

Année:	Dates pour Angola:	Dates pour Congo:	Dates pour Gabon:	Dates pour Guinée Equatoriale:
1985	0	0	14	0
1986	0	0	23	1
1987	0	1	4	0
1988	2	6	5	3
1989	0	15	5	0
1990	0	5	5	0
1991	0	10	11	1
1992	1	0	2	1
Total:	3	37	64	6

Plusieurs missions scientifiques extérieures sont venues travailler au sein du Département soit dans les laboratoires, soit pour consulter la documentation réunie dans notre service.

Dans un ordre chronologique et pour ne citer que les plus importantes, nous avons eu la visite de Monsieur R.de Bayle des Hermens du 25 Février au 22 Mars 1986 avec qui une mission sur le moyen cours de l'Ogooué a été réalisée (cfr.supra), celle de Monsieur D.Schwartz pédologue au Centre ORSTOM de Pointe-Noire au Congo du 20 au 28 Décembre 1987, celle de Monsieur W. Van Neer paléozoologue au Musée Royal de l'Afrique Centrale de Tervuren en Belgique et enfin celle de Monsieur D.Phillipson de l'Université de Cambridge en Grande-Bretagne du 4 au 11 Décembre 1989.

Plusieurs étudiants gabonais en archéologie et préparant des travaux universitaires de licence ou de maîtrise à l'Université Omar Bongo de Libreville ont été encadrés pour des recherches bibliographiques et dans deux cas pour des travaux de terrain.

Il s'agit de Mesdemoiselles C.Mihindou (1985, 1986) et A.Ambouroué-Avaro (1989), de Messieurs A.Asseko Ndong (1987, 1988, 1989), F.Meye Medou (1989, 1990, 1991), A.Issembe (1989, 1990), V.Nguimbi-Mangoala (1989, 1990, 1991), N.Righou (1990).

En outre, par des contacts personnels Mademoiselle C.Mihindou et Monsieur A.Asseko Ndong ont pu bénéficier d'inscriptions à l'Université Libre de Bruxelles en Belgique pour compléter leurs études universitaires; A.Asseko Ndong a pu par le même biais bénéficier d'une bourse de l'Etat gabonais.

Plusieurs conférences ont eu lieu dans des établissements scolaires de Libreville, capitale gabonaise. On citera par exemple une conférence donnée au Lycée Technique National Omar Bongo en 1989 où plus d'une centaine d'élèves des trois classes supérieures ont pu s'enthousiasmer pour l'archéologie nationale.

Enfin, en Décembre 1990 et Janvier 1991 les élèves des classes de seconde du Lycée de l'Immaculée Conception de Libreville ont pu se faire encadrer au Département d'Archéologie pour la rédaction de devoirs sur l'archéologie du Gabon et de l'Afrique en général.

III.2. Documentation.

1. Analyse documentaire.

Le Département est, avant un utilisateur interne, un fournisseur interne de documentation bibliographique. Dans la constitution du stock documentaire il participe à la sélection mais aussi au traitement et comme nous le verrons plus loin il participe à l'acquisition.

1.1. Sélection et acquisition.

Il est utile de rappeler ici que le CICIBA ne reçoit presque plus d'abonnement sur ses crédits propres. Or durant la brève période d'abonnement aux "*Current Contents*" (2) le Département a pu faire acquérir directement auprès des auteurs, et gratuitement, plusieurs centaines de tirés-à-part. La contribution d'un stock documentaire par ce biais est donc relativement peu onéreuse et efficace. La grande majorité des auteurs répondent à la demande, certains d'entre eux ajoutant même spontanément des articles plus anciens.

Dans son Document d'Etude le C.I.D. affirme "*l'écrasante majorité des documents acquis, l'a été par achat*". C'est en grande partie faux en ce qui concerne le Département d'Archéologie surtout quand on connaît son pourcentage de part dans la Banque de Données (cfr.infra). Il est bon et utile en effet de rappeler que les archéologues B.Clist et R.Lanfranchi lors de leur arrivée au Département en 1985 et 1986 respectivement ont mis à la disposition de la Banque de Données pour microfilmage environ 500 documents provenant de leur documentation personnelle; si on y ajoute les tirés-à-part obtenus par le biais des "*Current Contents*", le total de la base en archéologie revient à une somme véritablement peu prohibitive.

Par contre l'achat d'ouvrages est dérisoire, aucun n'ayant été acquis entre 1987 et 1989!

1.2. Traitement documentaire.

Face à la carence et à la lenteur des traitements à la Banque de Données, le Département a été amené à effectuer la quasi-totalité du traitement intellectuel avant saisie de 1987 à 1990: titre et traduction française ou anglaise, indexation géographique, UT, CC, résumé.

Il ne restait plus à la Banque de Données que les indexations techniques à faire: ouvrages, revues, années, pagination, codage interne.

Cela représentait pour le Département un temps de travail qui en période d'abonnements était de c.20% par chercheur.

Ce principe a été arrêté en 1990. Le Département ne pouvait plus par manque de temps suppléer aux manquements de l'analyse documentaire.

2: Les "*Current Contents*" sont édités par le *Institute for Scientific Information* aux Etats-Unis et recensent dans des hebdomadaires sectoriels la totalité des articles publiés dans des revues anglophones et dans une moindre mesure les articles publiés dans des revues francophones.

1.3. Résultats (en date de 1990 et en nombre de documents).

a) Fichier Afrique Centrale (catalogage jugé exhaustif au Département).

Thèmes:	Département d'Archéologie:	Département Banque de Données:	Pourcentage acquis par le Département de la Banque de Données:
Généralités:	42	-	-
Angola:	148	53	36%
Cameroun:	182	37	20%
Centrafrique:	51	25	49%
Congo:	109	70	64%
Gabon:	98	56	57%
Guinée-Equatoriale:	19	6	32%
Sao Tomé et Principe:	2	0	0%
Tchad:	61	8	13%
Zaïre:	467	100	21%
Total:	1179	355	30,1%
Taux moyen d'acquisition au Dépt. Banque de Données:			33%

En Juin 1993, une nouvelle étude a permis en partenariat avec le Département de la Banque de Données, de voir l'évolution des parutions de 1990 à 1993, soit sur 3 ans!

Angola:	158	+10 (= 3 docs./an).
Cameroun:	236	+54 (= 18 docs./an).
Centrafrique:	64	+13 (= 4 docs./an).
Congo:	159	+50 (= 16 docs./an).
Gabon:	158	+60 (= 20 docs./an).
Guinée-Equatoriale:	25	+6 (= 2 docs./an).
Sao Tomé:	2	+0 (-).
Zaïre:	505	+38 (=12 docs./an).

Le nombre de titres enregistrés à la Banque de Données n'a pas suivi le même rythme d'accroissement. Il s'ensuit qu'en l'espace de trois ans la base documentaire du CICIBA a diminué par rapport au stock documentaire existant.

Aujourd'hui les chiffres du Département de la Banque de Données indiquent que CICIBASE (= base documentaire du CICIBA) contient environ 7.000 titres. Ce qui correspond à environ seulement **1,21 titres analysés par documentaliste et par jour!**

b) Fichier Afrique de l'Est (en cours de montée en charge au sein du Département d'Archéologie).

Thèmes:	Département d'Archéologie:	Département de la Banque de Données:	Pourcentage d'acquisition par le Département Banque de Données:
Généralités:	39	-	-
Burundi:	14	12	86%
Djibouti:	1	1	100%
Ethiopie:	18	12	67%
Kenya:	209	42	20%
Ouganda:	17	7	41%
Rwanda:	21	15	71%
Somalie:	1	3	100%
Soudan:	16	9	56%
Tanzanie:	45	22	49%
Total:	381	123	32,3%

c) Fichier Afrique Australe (en cours de montée en charge au sein du Département d'Archéologie).

Thèmes:	Département d'Archéologie:	Département Banque de Données:	Pourcentage acquis par le Département Banque de Données:
Afrique du Sud:	236	142	48%
Botswana:	13	6	46%
Lesotho:	0	2	100%
Malawi:	22	9	41%
Mozambique:	9	8	89%
Namibie:	41	25	61%
Swaziland:	0	0	-
Zambie:	73	27	37%
Zimbabwe:	85	44	52%
Total:	479	263	54,9%

d) Fichier Paléoenvironnement et Quaternaire:

Département: 1100, Banque de Données: 251, soit 23%.

e) Fichiers spécialisés:

Département: environ 300 titres.

Total des titres recensés au Département: c.3500.

**Total des titres présents à la Banque de Données: 1271.
soit 36,3%.**

Ces 1271 titres ont fait l'objet en 1989 d'un catalogue édité lors du 1er. Séminaire International des Archéologues du Monde Bantu (cfr.Production).

Il est intéressant de noter pour finir que de 1984 à fin 1989 le C.I.D. a acquis 5597 documents; la part du Département d'Archéologie étant de 1271 documents pour son domaine propre soit 23% du total de la Banque de Données. Si on y ajoute l'apport des documents de géologie et de pédologie traités par le Département, soit c.300 documents, la part monte à 28%, soit à 1 document sur 3 rentré au CICIBA via le Département d'Archéologie!

2. Circulation de l'information documentaire.

Depuis 1987 chaque numéro de *Nsi* fait le point des dernières publications scientifiques. A ce jour *Nsi* a publié environ 1397 références pour 11 numéros (soit une moyenne de 127 références/numéro).

Il convient de noter que si la majorité des articles touchant l'aire bantu sont effectivement présent à la Banque de Données et/ou au Département d'Archéologie, la majorité des ouvrages n'a pas été achetée et ceux-ci ne sont pas consultables au CICIBA!

3. Fichier spécialisé des datations absolues.

Les dix Etats-Membres et le sud-Cameroun ont été traités, à savoir au 1er. Janvier 1992:

Etats:	Datations absolues:
Angola	46
Centrafrique	30
Comores	6
Congo	52
Gabon	139
Guinée-Equatoriale	7
Rwanda	61
Sao Tomé et Principe	0
Zaïre	200
Zambie	193
Cameroun	62
Total	796

A chacune de ces datations correspond une fiche de saisie informatique à 35 champs. L'ensemble a été informatisé, à l'aide du logiciel dBaseIII+ (mise au point d'un protocole de traitement commun dans le cadre de l'*International Radiocarbon Data Base*). Seul le fichier Gabon est aujourd'hui (1992) saisi (un peu plus de 180 dates).

Cependant, afin de faciliter la tâche des chercheurs, une version papier simplifiée est disponible dans la série "*Documents*" du Département d'Archéologie (cfr. Production).

4. Constitution d'un fond documentaire.

Avec l'aide du PNUD et de l'UNESCO (fourniture de papier et d'encre) les principaux documents concernant l'archéologie de l'aire bantu ont connu un début de photocopie afin d'être présent physiquement pour consultation sur place.

Le Département a donc eu les moyens de reproduire environ 1500 à 2000 documents.

En 1991 et 1992 par faute de la structure - manque de financements dus à la mauvaise contribution des Etats-Membres - le Département a été contraint d'utiliser ce stock laissé par le PNUD pour réaliser ses travaux de laboratoires courants.

5. Constitution d'une diathèque.

Une des recommandations du 1er. Séminaire International des Archéologues du Monde Bantu estimait urgent la réalisation d'une diathèque.

Le PNUD et l'UNESCO ont débloqué une première tranche de crédits dans ce but.

A l'heure actuelle 350 diapositives sont en cours de duplication et vont constituer le stock de démarrage de la diathèque.

6. Fond archéologique.

Les différentes fouilles réalisées par le Département au Gabon ont permis de collecter une série importante d'objets depuis l'Age de la Pierre Ancien à l'Age du Fer Récent. Des dons nous ont aussi été fait par des chercheurs indépendants. Le Département dispose maintenant de grandes armoires de rangement à plateaux mobiles (aide FAC) où sont rangés les collections.

Chaque site dispose d'une fiche signalétique.

C'est entre autre à partir de ce fond archéologique que le futur Musée du CICIBA pourra faire des expositions thématiques.

Un début d'inventaire de ce fonds permet d'estimer la collection en 1993 à environ 20.000 objets!

7. Conclusions.

Ainsi en 1993 le Département va disposer d'un fonds presque unique en Afrique sub-saharienne. Tout chercheur y trouvera des fichiers bibliographiques portant sur plus de 4000 références, 1000 à 1500 documents consultables sur place, plus de 300 diapositives, une collection de référence de 20.000 objets archéologiques, etc....de quoi travailler dans **des conditions que n'offrent guère plus d'une dizaine de grands organismes du Nord.**

III.3. Formation.

Le premier stage de formation en archéologie, financé par le PNUD et l'UNESCO a comporté deux volets:

- un premier volet a eu lieu à Libreville du 13 au 28 Juin 1988; sept personnes y ont participé représentant cinq Etats-Membres.
- un deuxième volet a eu lieu à Libreville du 27 Février au 10 Mars 1989; sept personnes y ont participé représentant six Etats-Membres.

L'encadrement a été fait par les deux experts du Département d'Archéologie; pour le deuxième cette équipe a été renforcée par Monsieur D.Muya wa Bitanko, directeur du Musée de Lubumbashi (Zaïre), préhistorien.

Chaque volet du stage a fait l'objet d'un rapport des encadreurs; de même chaque stagiaire a fourni un rapport, ce qui a permis d'estimer les acquis mais aussi les lacunes (archives du Département).

Cette formation a été globalement positive et les stages se sont déroulés sans problèmes majeurs; le Département doit continuer dans cette voie (cfr.Perspectives).

Sur un plan informel, le Département a apporté son aide à plusieurs étudiants gabonais en archéologie inscrits au Département d'Histoire de la Faculté de Lettres et Sciences Humaines de l'Université Omar Bongo de Libreville (cfr.aussi Bilan de la recherche).

Il s'agit de:

- 1°) Pascale Mihindou, mémoire de Licence, 1985, *Contribution à l'étude de la céramique ancienne du Gabon*.
- 2°) Eric Dibady Mandendi, mémoire de licence, 1988, *Les points d'appui de la pénétration coloniale en pays Gisir*.
- 3°) Alain Asseko Ndong, mémoire de maîtrise, 1988, *Essai d'une approche ethnoarchéologique sur la métallurgie du fer dans la Province du Woleu-Ntem*.
- 4°) Vincent Nguimby Mangoala, mémoire de licence, 1989, *Recherches archéologiques dans la commune de Libreville de Mindoubé-Est à Terre Nouvelle*.
- 5°) Flaubert Meye Medou, 1989, *Tableau archéologique de la Province du Woleu-Ntem*.

III.4. Production culturelle.

Sous cette rubrique "Production culturelle" n'apparaissent que les produits déjà diffusés. Ne sont donc pas ici développés les différents fichiers bibliographiques et des datations absolues consultables au Département d'Archéologie.

Ils sont néanmoins de véritables produits culturels développés au sein du Département. Ils sont présentés dans la partie consacrée à la Documentation (cfr.III.2.).

Nous verrons ici successivement la production de *Nsi*, bulletin de liaison des archéologues du monde bantu, la série "*Documents*" du Département, les publications scientifiques des archéologues du service, l'Association des archéologues du monde bantu, l'exposition itinérante "*Aux origines de l'Afrique Centrale*" et l'ouvrage qui l'accompagne.

III.4.1. Nsi, bulletin de liaison des archéologues du monde bantu.

Contenus et évolution du bulletin.

N° 1, 1987, 48 pages, tirage de 250 exemplaires (épuisé).

9 scientifiques ont collaboré à ce numéro de lancement: 1 américain, 1 britannique, 1 congolais, 5 français, 1 zaïrois.

5 pays ont été couverts: Comores, Congo, Gabon, Guinée-Equatoriale, Zaïre.

N° 2, 1987, 62 pages, tirage de 300 exemplaires (épuisé).

16 scientifiques ont collaboré à ce numéro: 2 américains, 1 belge, 1 britannique, 4 camerounais, 1 congolais, 3 français, 1 gabonais, 1 zambien, 1 zimbabwéen.

9 pays ont été couverts: Angola, Botswana, Cameroun, Centrafrique, Gabon, Guinée-

Equatoriale, Namibie, Zambie, Zimbabwe.

N° 3, 1988, 83 pages, tirage de 300 exemplaires (épuisé).

16 scientifiques ont collaboré à ce numéro: 1 américain, 1 britannique, 1 angolais, 1 camerounais, 1 centrafricain, 1 congolais, 1 gabonais, 7 français, 1 malawien.
6 pays ont été couverts: Angola, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Malawi.

N° 4, 1988, 72 pages, tirage de 300 exemplaires (épuisé).

6 scientifiques ont collaboré à ce numéro: 2 britanniques, 1 français, 1 gabonais, 1 tchadien.
3 pays ont été couverts: Congo, Gabon, Tchad.

N° 5, 1989, 48 pages, tirage de 350 exemplaires (épuisé).

8 scientifiques ont collaboré à ce numéro: 1 belge, 1 britannique, 1 camerounais, 1 congolais, 2 français, 1 zaïrois, 1 zambien.
5 pays ont été couverts: Cameroun, Congo, Gabon, Zaïre, Zambie.

N° 6, 1989, 193 pages, tirage de 350 exemplaires.

Nota bene: il s'agit de la publication des actes du premier séminaire international des archéologues du monde bantou, tenu à Libreville (Gabon) du 11 au 15 Décembre 1989.

Au niveau des communications scientifiques, 13 chercheurs ont collaborés: 2 britanniques, 1 camerounais, 2 congolais, 6 français, 1 gabonais.
5 pays ont été couverts individuellement: Angola, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon.
En outre 1 étude porte sur l'Afrique Australe (Zambie, Botswana, Zimbabwe, Afrique du Sud) et 1 autre sur l'ensemble des 10 Etats-Membres du CICIBA.

N° 7, 1990, 71 pages, tirage de 350 exemplaires (épuisé).

11 scientifiques ont collaboré à ce numéro: 1 américain, 1 belge, 1 britannique, 6 français, 1 gabonais, 1 zaïrois.
3 pays ont été couverts: Congo, Gabon, Zaïre.

N° 8/9, 1991, 103 pages, tirage de 350 exemplaires (épuisé).

7 scientifiques ont collaboré à ce numéro: 2 belges, 1 britannique, 4 français. 3 pays ont été couverts: Cameroun, Congo, Gabon.

N° 10/11, 1992, 78 pages, tirage de 350 exemplaires.

8 scientifiques ont collaboré à ce numéro: 4 camerounais, 1 centrafricain, 1 zaïrois, 1 belge, 1 britannique. 4 pays ont été couverts: Cameroun, Centrafrique, Gabon, Zaïre.

Coûts de production du bulletin.

1987: 200.000 francs CFA dépensés soit 100.000 francs CFA par numéro, soit 363,64 francs CFA l'exemplaire pour un tirage total de 550 exemplaires.

Considérant un coût d'amortissement de la photocopieuse recto-verso utilisée au CICIBA de l'ordre de 15 francs CFA la feuille (chiffres Banque de Données), on aboutit à un coût de

production (hors envois postaux!) de 1083,64 francs CFA l'exemplaire pour le N° 1 et de 1293,64 francs CFA pour le N° 2, soit un total de 2377,28 francs CFA pour deux numéros.

1988: 236.908 francs CFA dépensés, soit 118,454 francs CFA par numéro, soit 394,85 francs CFA l'exemplaire pour un tirage total de 600 exemplaires.

En y ajoutant le taux d'amortissement des outils de production (cfr.1987), on aboutit à un coût de production de 1639,85 francs CFA l'exemplaire pour le N° 3 et de 1474,85 francs CFA pour le N° 4, soit un total de 3114,70 francs CFA pour deux numéros.

1989: 168.240 francs CFA ont été dépensés pour le n° 5 soit 480,69 francs CFA l'exemplaire pour un tirage de 350 exemplaires.

En y ajoutant le coût d'amortissement des outils de production (cfr.1987), on aboutit à coût de production de 1200,69 francs CFA l'exemplaire.

Le n° 6 du bulletin doit être traité à part car il s'agit d'un numéro spécial et que d'autre part un sponsoring a été obtenu pour boucler le budget d'édition.

Le n° 6 a coûté au total 332.305 francs CFA. Le CICIBA a dépensé sur le budget séminaire 112.000 francs CFA. La différence a été consentie par des sponsors pour un total de 220.305 francs CFA.

Le prix de l'exemplaire avec un tirage de 350 numéros est donc de 949,44 francs CFA. En y ajoutant le taux d'amortissement des outils de production (cfr.1987) on aboutit à un total de 3844,44 francs CFA.

Le coût de production des deux numéros de 1989 est de 5045,13 francs CFA.

Si on ajoute le prix du mailing (oblitérations), on peut y voir clair en étudiant les tarifs du postage du Nsi 8/9 (1991): **environ 100.000 francs CFA (2.000 FF) pour les numéros envoyés.**

<p>Au total donc, un numéro de Nsi tout compris coûte au CICIBA 300.000 francs CFA (6.000 FF), soit 600.000 francs CFA par an (12.000 FF) pour les deux numéros annuels (= statistiques sur 4 ans).</p>
--

Abonnements:

Il a été décidé de faire commencer les abonnements à *Nsi* en 1989. Les tarifs varient de 3.000 à 4.000 francs CFA (10 à 13 US\$) pour les chercheurs, jusqu'à 6.000 francs CFA (20 US\$) pour les institutions. Le premier abonnement couvre ainsi les numéros 5 et 6 (1989).

Il était estimé que ce n'était qu'à partir de 50 abonnements réguliers que le bulletin serait auto-suffisant.

Pour des raisons d'absence de possibilité d'obtenir une gestion correcte des abonnements obtenus au niveau du Département d'Archéologie (centralisation à outrance de la part de la Direction Administrative et Financière et non communication des chèques arrivant par le courrier) **les abonnements ont été arrêtés en 1991.**

Cependant, en 1989, 1990 et 1991 les résultats suivants ont été enregistrés. Ils montrent à l'évidence la rentabilité d'un bulletin de ce genre:

Année:	Abonnements¹:	Echanges:	Total:
1989	113.800 CFA	53.000 CFA	166.000 CFA
1990	57.500 CFA	66.000 CFA	123.500 CFA
1991	0	66.000 CFA	66.000 CFA
Total:	171.300 CFA	185.000 CFA	356.300 CFA

Diffusion et réseau créé par le bulletin de liaison Nsi:

A l'heure actuelle (1er. Janvier 1992), 225 scientifiques et instituts de recherches ou de documentation reçoivent le bulletin. Il faut y ajouter 20 exemplaires destinés aux 10 ministres de la Culture des Etats-Membres et aux micro-stations et/ou antennes nationales du CICIBA. Un numéro par cadre du CICIBA, soit 21 exemplaires, est diffusé de manière interne.

Au total, il s'agit donc de 266 exemplaires qui se trouvent être immédiatement distribués. Il ne reste que 84 exemplaires pour le suivi des commandes. Tous les premiers tirages des numéros 1 à 5 et les numéros 7 à 9 sont aujourd'hui épuisés.

A partir de 1993 il s'agit d'augmenter le tirage à 500 exemplaires.

La diffusion du bulletin est matérialisée dans le tableau ci-dessous :

Pays:	Diffusion:
Amérique du Nord:	65
Canada:	6
Etats Unis:	59
Europe:	53
Belgique:	7
France:	30
Grande-Bretagne:	6
Pays-Bas:	3
Portugal:	3
République Fédérale d'Allemagne:	4
Afrique:	141
Afrique du Sud:	35
Angola:	5
Burundi:	2
Cameroun:	8
Centrafrique:	5
Comores:	3
Congo:	5
Gabon:	24
Guinée-Equatoriale:	2
Kenya:	7
Madagascar:	3
Malawi:	3
Mozambique:	2
Namibie:	4

¹ Il est rappelé que la valeur des abonnements sont des chiffres *minima*: en effet, certains chèques n'ont jamais été retransmis au Département par les services administratifs du CICIBA.

Nigéria:	2
Sao Thomé et Príncipe:	1
Sénégal:	1
Tanzanie:	6
Tchad:	2
Rwanda:	3
Zaire:	5
Zambie:	7
Zimbabwe:	5
Japon:	5
Australie:	2

On remarquera la bonne couverture de la zone bantu et la localisation des scientifiques hors d'Afrique, c'est-à-dire en Amérique du Nord, en Europe, au Japon et en Australie.

III.4.2. Série Documents:

Il a été décidé en 1989 la création d'une série *Documents* du Département d'Archéologie du CICIBA. Cette série comprendra de petites monographies consacrées aux Etats-Membres du CICIBA.

Celles-ci sont rédigées par les membres du Département mais aussi par tout archéologue travaillant sur les Etats-Membres.

Elle permettra de diffuser le travail scientifique fait sur la zone à travers le monde. La série "*Documents*" est tirée à 100 exemplaires avec les mêmes coûts de production que le bulletin de liaison Nsi.

Un premier numéro intitulé "*Datations absolues archéologiques des Etats-Membres du CICIBA et du sud-Cameroun: datations radiocarbone et thermoluminescences*" est paru début 1990.

Co-écrit par B.Clist et R.Lanfranchi, il présente la totalité, hormis la Zambie, des datations absolues des Etats-Membres du CICIBA et du sud-Cameroun.

D'autres documents sont prévus sur chaque Etat-Membre.

En 1989 déjà, une petite monographie intitulée "*Archéologie, Préhistoire, Paléoenvironnement: catalogue 1989*" a été co-produite par le Département d'Archéologie et la Banque de Données du CICIBA. Il s'agit en fait d'un volume qui aurait pu s'intégrer à la série "*Documents*" si celle-ci avait été créée à cette époque. Cette monographie donne la liste de tous les ouvrages et articles disponibles au CICIBA à la Banque de Données.

III. 4. 3. Productions scientifiques.

Les deux archéologues qui ont travaillé au CICIBA ont été responsables soit isolément, soit en commun ou encore en tant que co-auteur avec des scientifiques extérieurs au CICIBA de la publication de 84 titres depuis 1985. (cfr.III.1. Recherche).

Ces productions scientifiques ont été faites entre autres dans les revues suivantes:

l'Anthropologie, Comptes-rendus de l'Académie des Sciences de Paris, Nyame Akuma, Nsi, The African Archaeological Review, The Journal of African History,

Current Anthropology, Leba, Muntu, Revue Gabonaise des sciences de l'Homme, Mbolo,

ainsi que dans les ouvrages suivants:

"Aux origines de l'Afrique Centrale" et "Paysages Quaternaires de l'Afrique Centrale Atlantique".

III.4.4. Association des archéologues du monde bantu.

Une association des archéologues du monde bantu est ressentie comme une nécessité de la recherche dans la région. Une association doit permettre le resserrement des liens privilégiés entre chercheurs et d'aller au-delà de ce que réalise le bulletin de liaison Nsi.

Au Séminaire International des Archéologues du Monde Bantu tenu à Libreville du 11 au 15 Décembre 1989, le Département d'Archéologie du CICIBA a présenté deux documents devant permettre d'engager des discussions positives sur ce sujet:

- "Statuts de l'Association des archéologues du monde bantu".
- "Règlement intérieur de l'Association des archéologues du monde bantu".

Au cours de ses travaux le séminaire a marqué son accord de principe pour la création d'une association des archéologues du monde bantu, a adopté à titre provisoire les statuts tels que publiés dans le bulletin n° 6 de *Nsi*, et a confié à un comité provisoire le soin de faire aboutir ce projet d'association et la présentation ultérieure des deux textes pour adoption définitive.

III.4.5. Exposition itinérante "Aux origines de l'Afrique Centrale".

L'exposition de 35 panneaux et l'ouvrage de 270 pages qui l'accompagne ont présenté l'état actuel (1991) des connaissances archéologiques de la totalité des Etats de l'Afrique Centrale.

L'exposition s'est ouverte à Libreville (Gabon) au Centre Culturel français Saint Exupéry au mois de Mai 1991. Par la suite, les Centres Culturels français de Bata et de Malabo (Guinée-Equatoriale), de Douala et Yaoundé (Cameroun), de Pointe-Noire et Brazzaville (Congo), de Djamena (Tchad), de Bangui (Centrafrique) ont reçus la manifestation. L'exposition itinérante boucle son périple à Libreville, son point de départ, à l'été 1993.

III.4.6. Séminaire international des archéologues du monde bantu.

Le premier séminaire international des archéologues du monde bantu s'est tenu à Libreville du 11 au 15 Décembre 1989 grâce à l'aide du PNUD et de l'UNESCO.

Ce séminaire qui a rassemblé 20 personnes a débattu des points suivants qui ont fait l'objet d'actes publiés dans le n° 6 du bulletin de liaison *Nsi*:

- bilan de l'archéologie dans les Etats-Membres du CICIBA d'après les recherches de terrain.
- bilan de l'archéologie dans les Etats-Membres sur les plans administratifs, financier, institutionnel et législatif.

- le CICIBA et le réseau des archéologues.
- orientations pour une nouvelle politique archéologique; un cas exemplaire: Mbanza Kongo.
- l'association des archéologues du monde bantu.

Pour la première fois, les archéologues de la zone bantu se sont donc rencontrés et ont pu, ensemble, échanger leurs points de vue, débattre de leurs problèmes.

De ce séminaire nous retiendrons:

- **l'accord des participants pour la création d'une association des archéologues du monde bantu.**
- **le vœux de voir se tenir à Libreville le prochain Congrès Panafricain de Préhistoire et de l'Etude du Quaternaire.**
- **le développement du réseau avec Nsi.**
- **le développement de grands programmes de recherche et la sauvegarde du patrimoine national.**
- **un encouragement au Département d'Archéologie du CICIBA dont le rôle de coordination et d'entraînement a été unanimement reconnu.**

III.5. Infrastructures.

III.5.1. Locaux.

Le Département est installé dans un immeuble sis aux ACAE juste avant l'entrée du chantier naval du même nom.

Cette position largement excentrée par rapport à la ville est un handicap à sa fréquentation par les étudiants locaux.

D'autre part, il était distant de 3 kilomètres du Centre lui-même et du C.I.D. jusque Décembre 1992, et sans lien téléphonique, ce qui a été un handicap encore plus lourd: de nombreux petits problèmes qui pouvaient se régler d'un bureau à l'autre ou par téléphone, nécessitaient des navettes incessantes en voiture.

Depuis Décembre 1992 le problème de communication s'est encore aggravé par le choix du Directeur-Général intérimaire de faire déménager la Direction Générale et le C.I.D. (entre autres) dans un bâtiment à proximité de l'aéroport international, soit à quelques 25 kilomètres de distance.

Le Département occupe un appartement classique de type F3 climatisé (3 climatiseurs et un split système) qu'il a fallu adapter aux besoins scientifiques.

Les deux chambres ont été transformées l'une en bureau, l'autre en réserve d'art contemporain. Le séjour a été transformé en laboratoire d'archéologie générale, en laboratoire de dessin, et en salle de rangement; la cuisine quant à elle, sert de laboratoire de traitement des objets venant du terrain et de laboratoire de sédimentologie; une arrière-cuisine sert de salle de

rangement du matériel de fouilles; enfin les couloirs ont été transformés en lieu de réserve pour le matériel archéologique.

Le Département dispose d'un peu plus de 90 mètres carrés utilisables y compris les couloirs ce qui représente le strict minimum pour un stade de démarrage.

III.5.2. Matériel.

a) Matériel de bureau.

Les deux bureaux étaient correctement équipés; les deux experts ont du cependant compléter personnellement l'équipement par l'achat de deux plateaux avec tréteaux.

Le matériel de bureau a été fourni par le CICIBA et la P.I.D. du Gabon.

b) Matériel scientifique.

Le matériel de base pour le dessin, le rangement des objets archéologiques, leur étude est maintenant acquis (FAC, PID).

Le matériel pour les laboratoires plus spécialisés est acheté. Le matériel de fouilles est à peu près complet pour la réalisation de chantier de petite et moyenne importance. Il est toujours prévu de doubler ce matériel pour permettre à deux équipes de travailler sur des chantiers distincts.

Enfin, un véhicule Dangel 4x4 a été acheté en 1986 par la Coopération française pour le Département.

Celui-ci par manque d'entretien ne pouvait plus permettre depuis 1990 d'assurer le transport pour des missions de terrain.

Ce véhicule a été revendu par la Direction Administrative et Financière du Centre sans consulter le Département d'Archéologie ni le Directeur-Général de l'époque.

L'investissement de ce matériel représente environ 18.000.000 francs CFA . L'origine du financement se répartit de la manière suivante:

- CICIBA: 10%.
- PID: 15%.
- FAC: 75%.

III.6. Humain.

Le Département a été animé de 1985 à 1986 par un archéologue et une secrétaire, puis de 1986 à 1991 par deux archéologues et une secrétaire, enfin depuis 1991 par un archéologue et une secrétaire.

- Bernard Clist, de nationalité britannique, en poste depuis Janvier 1985, en contrat d'expatrié avec le CICIBA.
- Raymond Lanfranchi, de nationalité française, en poste d'Octobre 1986 à Juillet 1991, en contrat du Ministère français de la Coopération auprès du CICIBA.

Une secrétaire était affectée au Département, en commun avec le Département d'Ethnomusicologie. En Octobre 1989 suite à une réforme de l'organigramme, une secrétaire a été affectée aux Département d'Archéologie et de Médecine Traditionnelle.

Les secrétaires successivement affectées au Département l'ont toujours été à mi-temps.

III.7. Financier.

Nous n'envisagerons ici que le financement permettant le fonctionnement scientifique du Département, c'est-à-dire que les salaires, la location des locaux ne sont pas pris en compte; pour cela il conviendra de se rapprocher de la DAF.

Le financement du fonctionnement provient de quatre sources:

- le CICIBA.
- le FAC.
- le PNUD.
- le Centre Culturel américain de Libreville.

Le fonctionnement comprend les chapitres suivants:

- frais de laboratoires,
- mission de recherche,
- production (*Nsi*, série *Documents*, plaquettes...),
- colloques/congrès,
- séminaires,
- fournitures de bureau,
- petit équipement.

Jusqu'en 1987 inclu il n'a pas été possible de comparer, pour le financement CICIBA, les sommes dépensées avec les sommes programmées!.

Année 1985:

CICIBA:	- Missions de terrain:	1.287.034 CFA.
	- Frais de laboratoire:	879.970 CFA.
	- TOTAL:	2.167.004 CFA.
ACCT:	- Missions de terrain:	2.500.000 CFA.
TOTAL 1985:		4.667.004 CFA.

Année 1986:

CICIBA:	- Frais de laboratoire:	1.013.505 CFA.
TOTAL 1986:		1.013.505 CFA.

Année 1987:

CICIBA:	- Missions de terrain:	160.000 CFA.
	- Production:	200.000 CFA.
	- Fourniture de bureau:	369.843 CFA.
	- TOTAL :	729.843 CFA.
FAC (France):	- Missions de terrain:	940.000 CFA.
Etats-Unis:	- Frais de laboratoire:	350.000 CFA.
TOTAL 1987:		2.749.686 CFA.

Année 1988:

CICIBA:	- Missions de terrain:	28.000 CFA.
	- Frais de laboratoire:	0 CFA.
	- Production:	198.408 CFA.
	- Colloques/Congrès:	0 CFA.
	- Séminaire:	0 CFA.
	- Fournitures de bureau:	354.973 CFA.
	- TOTAL:	844.047 CFA.
FAC:	- Missions de terrain:	1.000.000 CFA.
Etats-Unis:	- Frais de laboratoire:	650.000 CFA.
PNUD/UNESCO:	- premier volet stagede formation:	5.000.000 CFA.
TOTAL 1988:		7.494.047 CFA.

Année 1989:

CICIBA:	- Missions de terrain:	140.000 CFA.
	- Frais de laboratoire:	0 CFA.
	- Production:	

	- Colloques/Congrès:	168.240 CFA.
		0 CFA.
	- Séminaire:	904.502 CFA.
	- Fournitures de bureau:	162.828 CFA.
	- Petit équipement:	0 CFA.
	- TOTAL :	1.375.570 CFA.
FAC:	- Frais de laboratoire:	1.200.000 CFA.
PNUD/UNESCO:	- deuxième volet stage de formation:	5.040.000 CFA.
	- prise en charge des participants au séminaire:	5.002.000 CFA.
	- TOTAL:	10.042.000 CFA.
TOTAL 1989:		12.617.570 CFA.

Année 1990:

CICIBA:	- Missions de terrain:	0 CFA.
	- Frais de laboratoire:	0 CFA.
	- Production:	0 CFA.
	- Colloques/Congrès:	0 CFA.
	- Séminaire:	0 CFA.
	- Fournitures de bureau:	173.158 CFA.
	- Petit équipement:	16.000 CFA.
	- TOTAL :	189.158 CFA.
FAC:	- Equipement de fouilles:	300.000 CFA.
	- Equipement complémentaire:	666.000 CFA.
	- TOTAL:	966.000 CFA.
TOTAL 1990:		1.155.158 CFA.

Année 1991:

CICIBA:	- Missions de recherche:	0 CFA.
	- Frais de laboratoire:	0 CFA.
	- Production:	0 CFA.
	- Colloques/Congrès:	0 CFA.
	- Séminaire:	0 CFA.
	- Fournitures de bureau:	0 CFA.
	- Petit équipement:	0 CFA.
FAC:	- Frais de laboratoire:	? CFA.
Coopération française:		
	- projet "Aux origines de l'Afrique Centrale":	25.000.000 CFA.
TOTAL France:		25.000.000 CFA.
TOTAL 1991:		25.000.000 CFA (⁶).

Année 1992:

CICIBA:	- Missions de terrain:	0 CFA.
	- Frais de laboratoire:	0 CFA.
	- Production:	0 CFA.
	- Colloques/Congrès:	0 CFA.
	- Séminaire:	0 CFA.
	- Fournitures de bureau:	0 CFA.
	- Petit équipement:	0 CFA.

⁶ : Ce chiffre de 25.000.000 francs CFA est un minimum car des analyses de laboratoires ont été payées sur les crédits FAC en 1991. On se rapprochera du chef de projet FAC au CICIBA qui possède les archives nécessaires.

FAC:	- Missions de terrain:	738.500 CFA.
	- Frais de laboratoire:	650.000 CFA.
	- Fournitures de bureau:	50.000 CFA.
TOTAL 1992:		1.438.500 CFA.

TABLEAU RECAPITULATIF

Programmes	CICIBA	FAC	ACCT	USA	PNUD
Missions de terrain:	6.115.034 1.615.034	2.678.500	2.500.000	0	0
Frais de laboratoire:	1.893.475	1.850.000 ⁷	0	1.000.000	0
Production:	566.648	25.000.000	0	0	0
Colloques/ Congrès:	0	0	0	0	0
Séminaires:	904.502	0	0	0	5.002.000
Fournitures de bureau:	1.060.802	50.000	0	0	0
Petit équipement:	278.666	966.000	0	0	0
Formation:	0	0	0	0	10.040.000
TOTAL:	6.289.127	30.544.500	2.500.000	1.000.000	15.042.000

⁷ : Ce chiffre est un minimum car le total des frais de laboratoire pour 1991 ne sont pas archivés à notre Département.

TOTAL BUDGET D'ACTIVITES 1985-1992.

Pays	Budget d'activités (francs CFA)	% par rapport au total
FRANCE	30.544.500	55,2%
PNUD/UNESCO	15.042.000	27,2%
CICIBA	6.289.127	11,3%
ACCT	2.500.000	4,5%
ETATS-UNIS	1.000.000	1,8%
TOTAL	55.375.627	100%

Un rapide calcul montre que le Département a obtenu pour la totalité de ses activités **un budget d'activités annuel moyen de 6.921.953 francs CFA.**

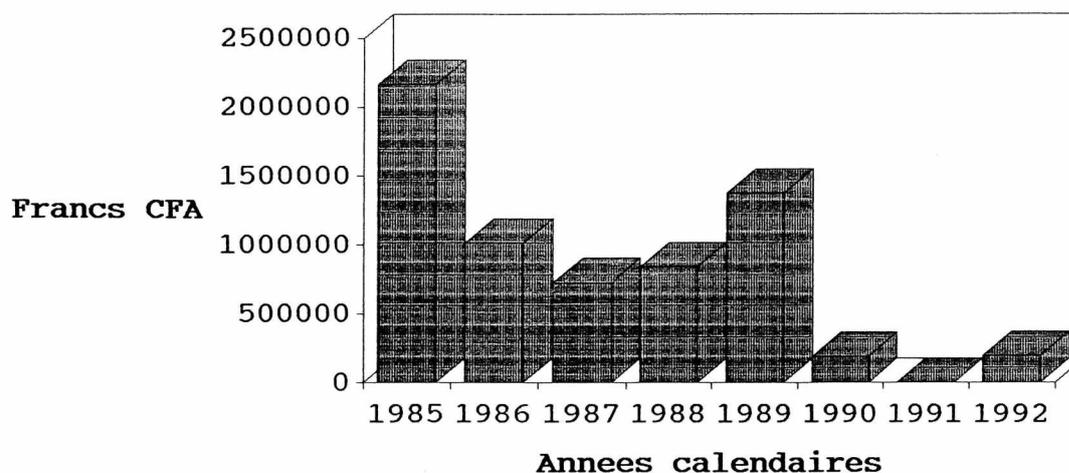
Il faut ensuite modérer ce chiffre apparemment imposant en faisant le distinguo opération par opération. Par exemple, un seul travail de production (*Aux origines de l'Afrique centrale*) a utilisé 45,1% du budget de 8 ans.

Discussions:

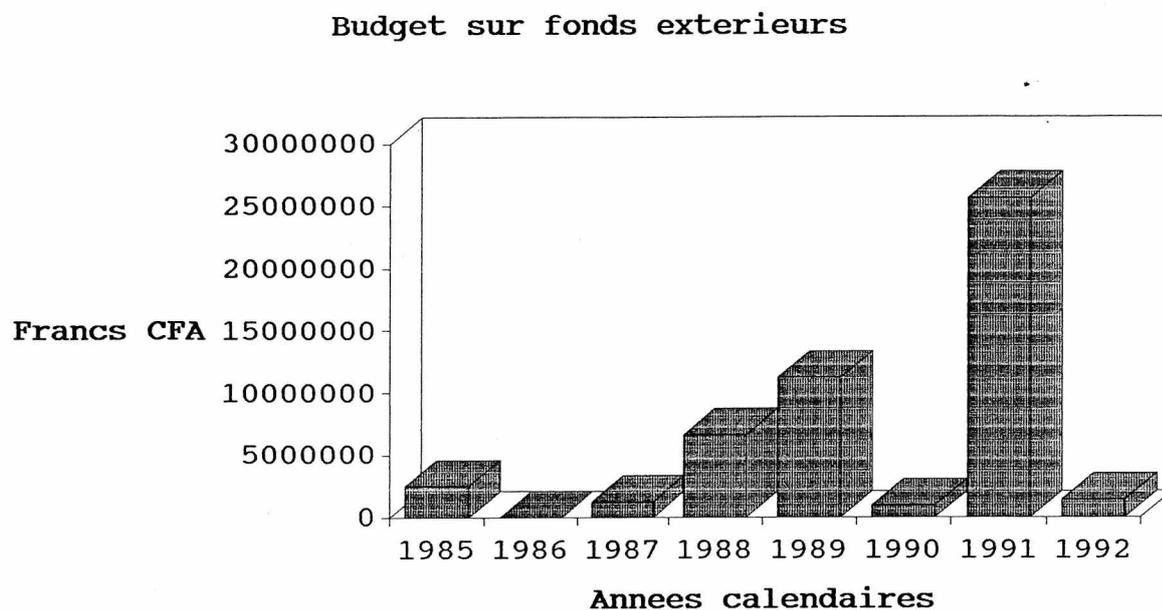
Plusieurs constats découlent des chiffres des pages précédentes.

1°) Le budget d'activités débloqué sur les cotisations des Etats-Membres du CICIBA est décroissant de 1985 à 1992 et n'a qu'une seule fois dépassé les 2 millions de francs CFA (1985)! L'histogramme ci-dessous le montre clairement:

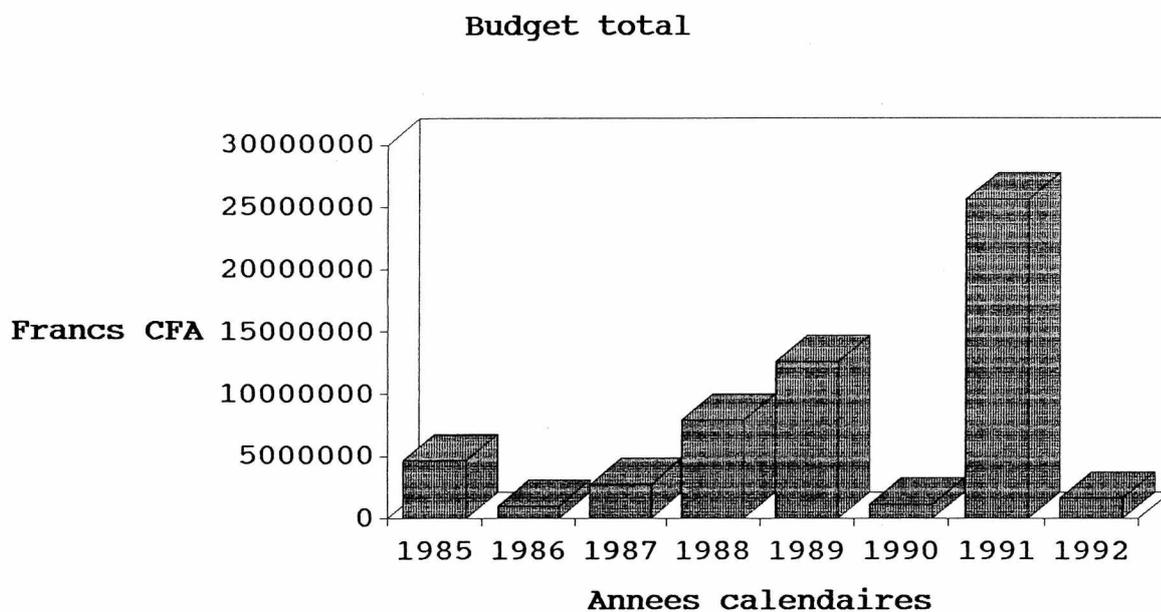
Budget sur fonds CICIBA



2°) Le budget d'activités débloqué sur la coopération internationale est croissant de 1985 à 1992; cfr. l'histogramme ci-dessous:



3°) Globalement, le budget d'activités, toutes sources confondues, est en croissance régulière de 1985 à 1992; cfr. l'histogramme ci-dessous:

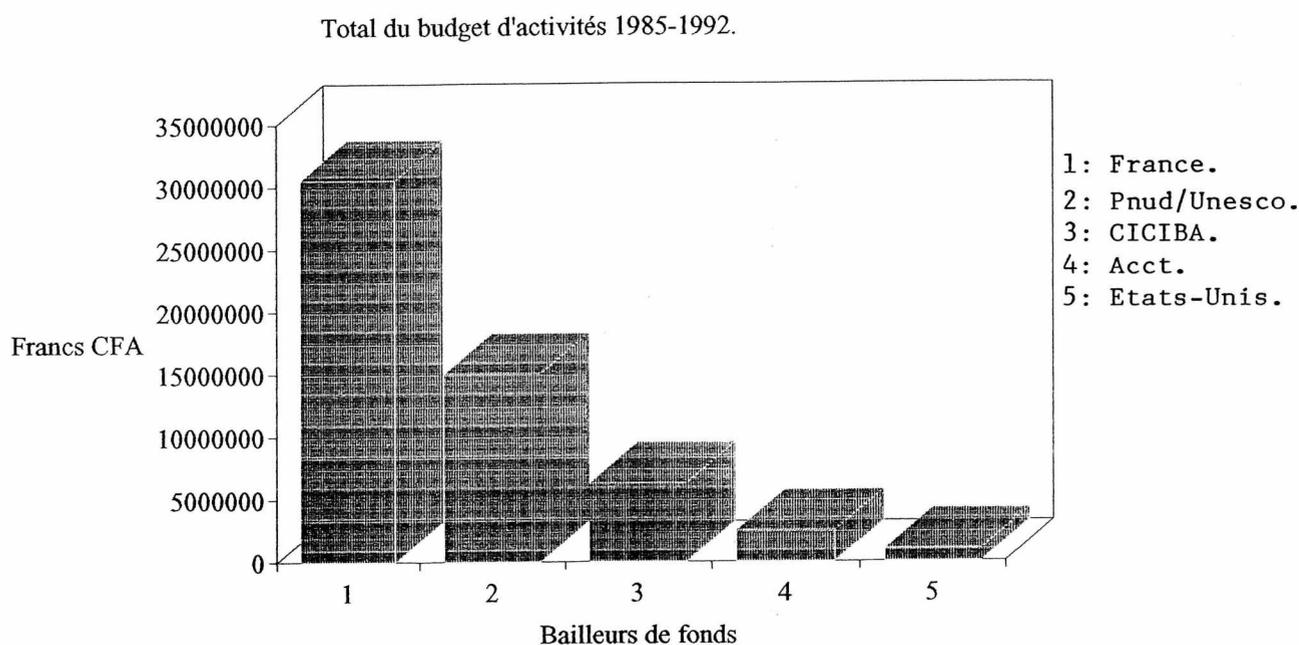


4°) La parfaite superposition des deux précédents histogrammes démontre que le travail de ces huit années l'a été en très grande partie grâce aux partenaires du Centre et non grâce au budget propre du CICIBA.

Conclusions:

Si ce n'était l'existence d'une coopération internationale, le Centre International des Civilisations Bantu ne pourrait en aucun cas subvenir par ses propres moyens à la vie du Département d'Archéologie.

Le tableau récapitulatif donne la ventilation globale par bailleur de fonds. La France est de loin le principal partenaire du Centre en matière d'Archéologie. L'histogramme ci-dessous l'illustre parfaitement:

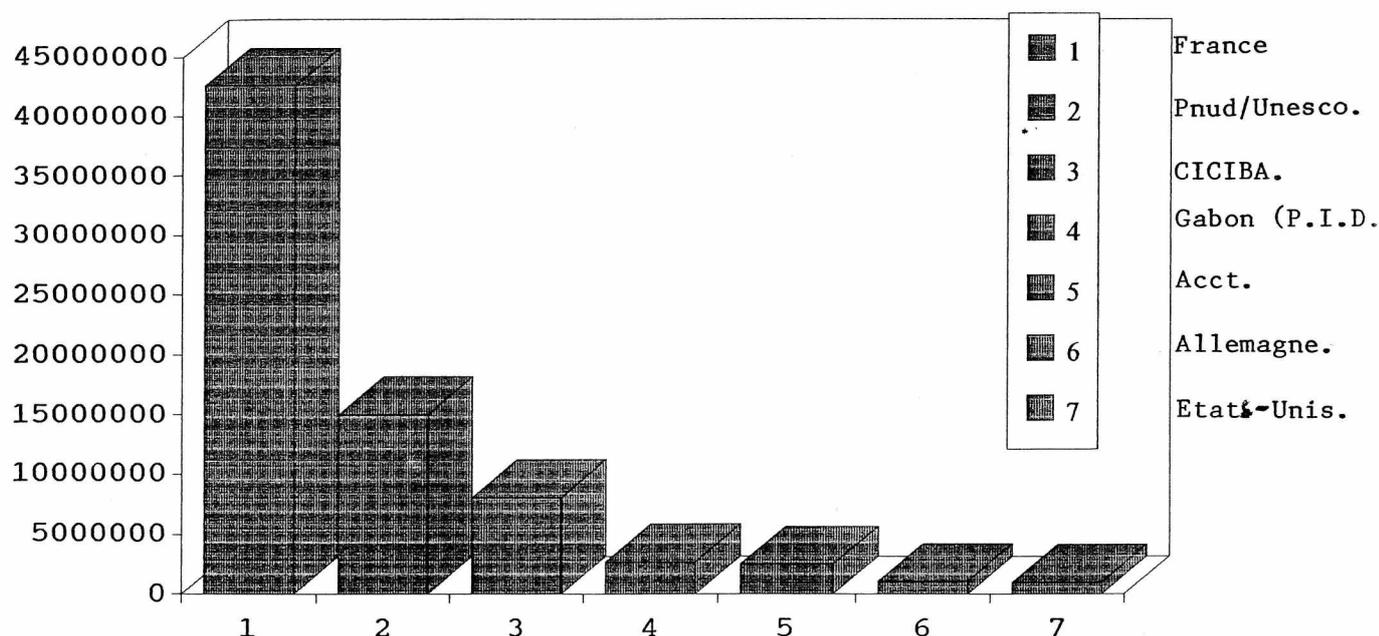


L'adjonction des crédits d'équipements (voir III.5.) accentuent encore cet état de fait:

Total de l'apport des bailleurs de fonds en faveur du Département d'Archéologie (Equipements+Activités).

<u>Bailleurs de fonds</u>	<u>Total (francs CFA)</u>	<u>Pourcentage du total</u>
FRANCE	42.606.000	58,3%
PNUD/UNESCO	15.042.000	20,6%
CICIBA	8.089.000	11,1%
GABON (=PID)	2.700.000	3,7%
ACCT	2.500.000	3,4%
ALLEMAGNE	1.075.000	1,5%
ETATS-UNIS	1.000.000	1,4%
TOTAL:	73.012.127	100%

L'expression graphique de ce tableau est parlante, et montre par ordre décroissant les partenaires qui ont assisté le Département à se développer au cours de ces huit ans de travail.



IV. Problèmes rencontrés:

IV.1. Recherche.

Nous avons vu au point III.1. l'état des actions programmées de recherche du Département. Sept missions sur quarante-quatre programmées ont été réalisées soit seulement 15,9% avec un engagement de dépenses (frais de terrain et de laboratoire) de seulement 3.508.509 CFA par le CICIBA sur 8 ans soit **438.563 CFA par an** ou encore de **201.879 CFA / an pour le terrain** et **236.684 CFA / an pour les frais de laboratoire**.

Une somme de 201.879 francs CFA / an pour le terrain est tout à fait insuffisant quand on sait qu'une fouille archéologique d'un mois avec une équipe de 10 ouvriers coûte environ 700.000 francs CFA.

Ceci explique les sacrifices personnels consentis par les membres du Département et qui ont permis une plus importante production.

Il n'est pas faux de dire que les problèmes chroniques de trésorerie du CICIBA (défaut des Etats-Membres) sont à l'origine de cet état de fait.

A ce problème, il faut encore lui ajouter une absence de compréhension de la part de l'administration centrale des impératifs de la recherche contemporaine qui demande un suivi des actions programmées dans le cadre général défini. Ce manque de compréhension s'est poursuivi en 1992 malgré le changement de Directeur Général.

Une explication - importante - à cet état de fait: le profil des administrateurs qui proviennent tous de la fonction publique des Etats-Membres du CICIBA, munis d'une expérience de ministères et ne possédant ainsi aucune expérience de la gestion de la recherche scientifique.

Trop souvent la direction a donné l'impression de privilégier des actions ponctuelles sans liaisons les unes avec les autres et ce pour des raisons sans doute plus politiques que scientifiques (p.ex.: mission pluridisciplinaire aux Comores ou à Sao Tomé).

Si les résultats de la recherche, comme d'ailleurs ceux de la production, sont justifiables devant le Conseil d'Administration, leur utilisation devant ce même Conseil n'est pas une justification en soi.

Au total, il s'avère que les postes administratifs du CICIBA jusque 1992 inclus ont été mal attribués: le profil nécessaire n'était jamais respecté.

IV.2. Documentation, relation C.I.D..

L'acquisition de la documentation par la Banque de Données a toujours été en-dessous de ce qu'il aurait dû être. Un chiffre est éloquent: 5597 documents ont été acquis et analysés depuis 1984 à 1989, soit 1119 titres / an ou encore 93 titres/mois, c'est-à-dire en fait **1,03 titres / jour / par documentaliste**. De 1989 à 1992 aucune amélioration n'a été perçue: la moyenne, "en hausse", plafonne à **1,21 titres / jour par documentaliste**. C'est trop peu.

Si l'archéologie y est une des disciplines les mieux représentées, c'est parce que le Département s'est totalement investi pour répondre aux carences que doit affronter le C.I.D.: commande de tirés-à-part, recension des nouveaux titres publiés dans le Bulletin *Nsi*, analyse documentaire faite par les archéologues et non - comme cela devrait être le cas - par les documentalistes, etc.

L'impossibilité du CICIBA à payer les abonnements aux revues d'archéologie de 1989 à 1992 a gravement hypothéqué la qualité du travail documentaire initié au Département.

On remarquera au passage que les revues auxquelles le CICIBA était abonné ne constituent pas toutes les revues d'intérêt: là aussi un manque existe.

Le CICIBA ne peut espérer rivaliser de cette manière avec des centres de documentation du Nord.

En 1989 et 1990 le Département a vu le nombre de documents en attente de traitement au C.I.D. s'allonger de jour en jour. Ceci était dû aux pannes répétées de leurs moyens de travail, pannes entretenues par la lenteur de réaction de l'administration centrale et par le manque de trésorerie.

Sur le plan documentaire, on peut affirmer que le C.I.D. consommait environ 20% du temps des archéologues.

Outre ces graves difficultés que connaît le C.I.D., au niveau du Département d'Archéologie le travail s'est toujours senti de l'absence d'une secrétaire documentaliste, en particulier pour le suivi des bases de données spécifiques au Département. Tout le travail de documentation devait être fait par les archéologues en poste en plus de leurs autres tâches.

Toutes ces difficultés et absence de rendement dans le travail ont fait que le travail d'analyse documentaire au Département effectué en sous-traitance de la Banque de Données s'est arrêté en 1990. Ceci est le fait d'une décision unilatérale de la part du Département d'Archéologie.

Le manque de concordances de vues et d'intérêt entre C.I.D. et Département a notamment entraîné l'absence de l'informatisation du Département sur un plan général et sur un plan plus

particulier celle des fichiers bibliographiques et des datations absolues.

On ne peut progresser dans la constitution de nouveaux fichiers sans l'informatisation totale des anciens.

IV.3. Production.

Nsi et Série Document.

- depuis 1989 impossibilité d'avoir la totalité de la somme d'argent affectée au Bulletin de liaison.
- les moyens de réalisation (outil de production) deviennent insuffisants devant la montée en puissance du bulletin.
- la DAF ne suivait pas l'arrivée des abonnements au Bulletin; des demandes réitérées à ce sujet, par le Département, sont restées sans suite. Il faut faire remarquer que les chiffres fournis par la DAF au Conseil d'Administration de Juillet 1991 à ce sujet sont faux.
- le non-renouvellement des abonnements aux revues d'archéologie hypothèque la qualité des analyses documentaires publiées semestriellement dans le bulletin.

IV.4. Formation.

- impossibilité de réaliser le deuxième volet du stage (1989) hors du Gabon par absence de répondant de l'Etat-Membre pressenti.
- le profil des candidats sélectionnés par l'Etat-Membre ne correspond pas toujours à celui proposé pour ce type de stage.
- difficultés du CICIBA à tenir les engagements minimum: mise à disposition d'un véhicule avec bons d'essence, frais de terrain.

IV.5. Infrastructures.

- climatisation défailante.
- le ménage n'est pas fait assez régulièrement.
- l'entretien du matériel, l'achat du petit matériel sont trop irréguliers pour assurer la bonne marche des laboratoires.
- manque d'informatisation du Département.
- en 1992, avec le développement du programme du Département, un manque de surfaces qui fait que les locaux sont trop exigus.

IV.6. Humain.

- le Département demande vainement depuis Octobre 1989 une **assistante en documentation** pour l'épauler. Ci-dessous son profil:

Niveau d'études: Bac + 2.

Langues: une bonne connaissance de l'anglais écrit est obligatoire; une connaissance active de l'anglais est un atout supplémentaire. Il va de soi que le français doit être parfaitement maîtrisé.

Documentation: avoir des connaissances en documentation et plus particulièrement dans le domaine des sciences humaines (archéologie, anthropologie, histoire,...). Il ou elle devra être capable de suivre l'arrivée des revues, dépouiller les articles concernant le monde bantou, préparer les analyses pour leur saisie à la Banque de Données.

Administration: suivre la vie administrative du Département, arrivée du courrier, classement, constitution de dossier, recherches de documents, inventaire des collections, participation à la réception du matériel, etc...

Informatique: une bonne connaissance de l'informatique est obligatoire sur IBM PC/XT/AT et compatibles. Connaissance des traitements de texte Microsoft 5.0, Winword 2.0, des gestionnaires de fichiers DBaseIII+ et DBaseIV, des logiciels documentaires Texto et CDS-ISIS, Dos 5.0 et au-delà.

Le travail consistera essentiellement en la saisie sur ces programmes de fichiers bibliographiques, de mailings, de fichiers spécialisés, de la mise en forme de textes scientifiques, de la mise en forme du bulletin de liaison, etc.

Dactylographie: savoir correctement taper à la machine à une vitesse moyenne, connaissance de la présentation administrative du courrier courant, ...

- De plus, le Département a besoin d'un **Technicien de laboratoire** qui doit être recruté pour assurer le suivi des travaux de laboratoire, la gestion des collections, l'entretien de ces collections.

Son profil doit être le suivant:

Niveau d'études: BAC +2.

Langues: bonne connaissance du français.

Laboratoire: expérience du travail en laboratoire d'archéologie.

Terrain: expérience du travail archéologique en fouilles.

IV.7. Finances.

C'est là la principale pierre d'achoppement pour le Département:

- difficultés à honorer les chapitres budgétaires.
- face à la conjoncture, les disponibilités vont aux priorités: salaires, loyers, SEEG, etc... .
- impossibilité de connaître les rentrées d'argent du Département.
- arriérés auprès de laboratoires internationaux ce qui flétrit l'image de marque de la maison (p.ex. Louvain).

- le Département a besoin pour fonctionner sur le terrain d'une somme supérieure à 700.000 francs CFA/an.

- le CICIBA a apporté 11% des dépenses d'activités du Département pendant ces huit années d'existence; il va donc de soit que 89% du budget d'activités par et pour le Département viennent de l'aide internationale: **55% France, 27% PNUD/UNESCO, 11% CICIBA, 5% ACCT et 2% Etats-Unis..**

- le chapitre "terrain" a été financé sur fond CICIBA à hauteur de 23,6%. Le chapitre "laboratoire" quant à lui a été financé de la même manière à concurrence de 23,8% par le Centre. Ces chiffres doivent être améliorés.

En moyenne, on constate que le CICIBA a financé 24% des sommes engagées pour le terrain et le laboratoire.

IV.8. Administration.

- l'administration du Centre n'avait manifestement aucune expérience de la gestion de la recherche ou d'un organisme similaire au CICIBA.

- partant de cette lacune, aucune amélioration n'a été constatée: la gestion ressemble à celle d'un ministère.

- les contrôles a priori, souvent stigmatisés dans des rapports internationaux sur la recherche en Afrique, font partie de la vie courante au Centre.